

# Référendum 95

Éditorial  
Opinion  
Le Monde

## L'effet Bouchard a tout changé



DENIS LESSARD

Quel que soit le résultat lundi, la campagne qui s'achève passera à l'histoire. On avait déjà vu bien des changements de cap dans les camps qui traînent de la patte, mais bien peu auront été aussi efficaces que le coup de barre du OUI, en début de campagne.

Avec le recul, une donnée frappe : à quel point le camp fédéraliste aura sous-estimé la force, et surtout la durée de l'effet Bouchard dans la joute référendaire.

Le camp du NON a joué une partie très défensive... avec un seul point d'avance. En marquant un but en troisième période, le OUI ne faisait pas qu'égaliser les chances : il obtenait un momentum qui donnera, jusqu'à lundi soir, des sueurs froides aux fédéralistes.

« Le NON aurait pu avoir son 60 %, mais avec une bonne campagne », résume le spécialiste des sondages, Pierre Drouilly. Comme Claude Gauthier, de CROP, il croit que les stratégies du NON se sont décidées bien tard à faire vibrer la corde émotive en faveur du Canada. Pour M. Gauthier, le NON aura aussi mésestimé le niveau d'exaspération d'une partie de la population à l'endroit du régime fédéral. « Je n'ai jamais vu autant de volatilité dans le vote, une campagne avec de telles fluctuations, à la hausse comme à la baisse », constate Grégoire Golin, le sondeur du NON.

Le NON paraissait avoir le vent en poupe en début de campagne. Daniel Johnson martelait ses discours sur les conséquences économiques de la souveraineté, avec, en fond de scène, des dérapages embarrassants des Claude Garcia et Laurent Beaudoin.

Jacques Parizeau répliquait méticuleusement aux arguments économiques, aux scénarios inquiétants que faisait pleuvoir le camp du NON.

Mais faisant irruption dans l'arène, Lucien Bouchard fit, d'entrée de jeu, table rase de ces querelles de chiffres, jeta aux orties les études sur la souveraineté et adopta un discours plein d'émotion, pinçant les cordes de la fierté des électeurs et de leur indignation devant le rapatriement de 1982. M. Bouchard parvint à la fois à se faire rassurant — l'accent était bien plus sur le partenariat que sur la souveraineté — sans se mettre en contradiction avec le chef du OUI, Jacques Parizeau.

### L'effet Bouchard

Au bout du compte, des sondages montrent que Lucien Bouchard aura influencé trois fois plus d'électeurs que Jacques Parizeau ou Daniel Johnson.

Ses déclarations maladroites sur la « race blanche » ou ses hésitations sur

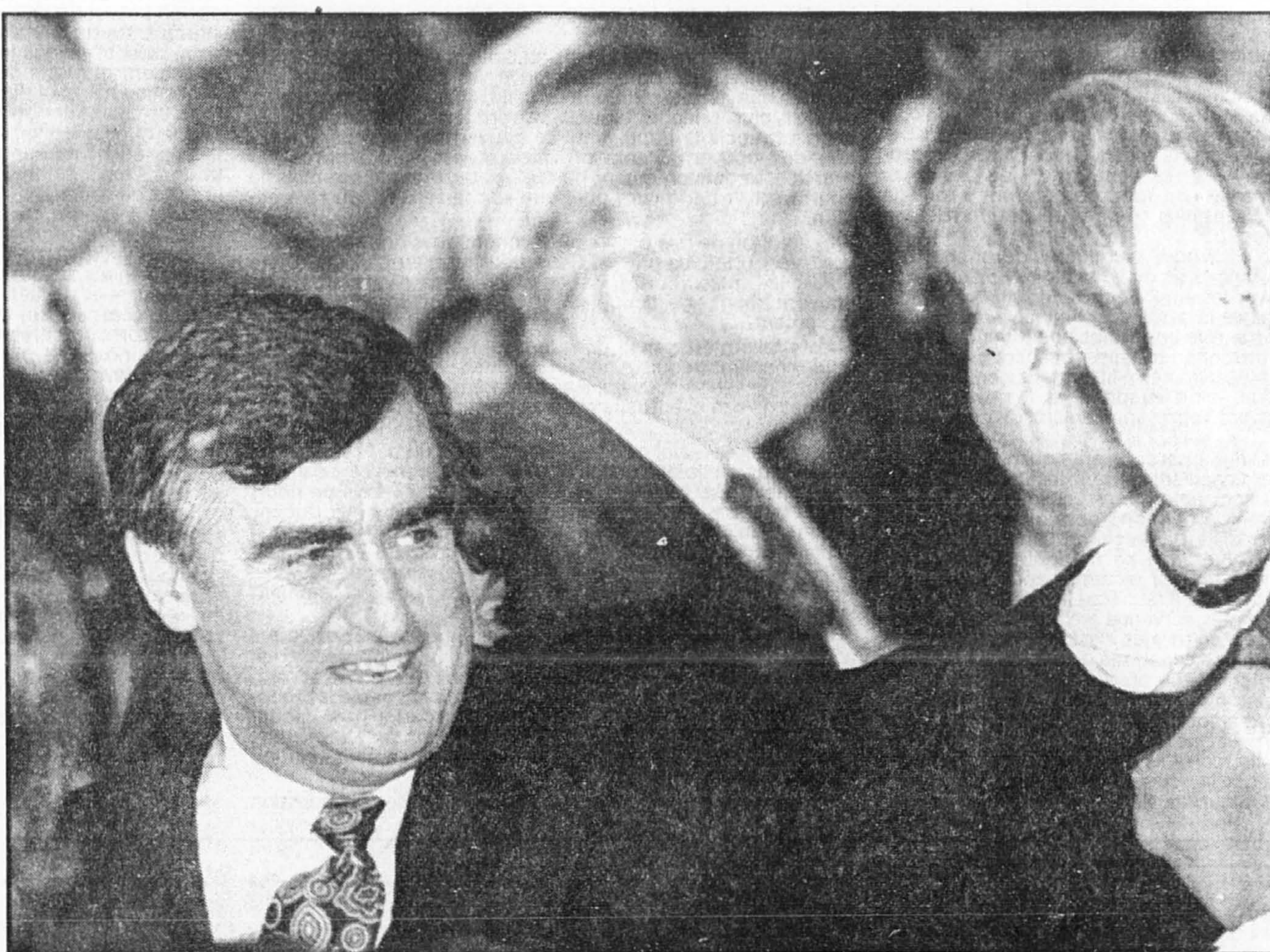


PHOTO PC  
Avec le recul, une donnée frappe : c'est de voir à quel point le camp fédéraliste a sous-estimé la force, et surtout la durée de l'effet Bouchard.

la séquence des événements après un OUI sont passées en coup de vent, emportées rapidement par la campagne. Contre Lucien Bouchard, Daniel Johnson eut de la difficulté à choisir ses armes. Sans réplique de Bouchard, sa campagne sur les conséquences économiques de la souveraineté devint un monologue qui, chaque jour, reculait dans la liste des nouvelles télévisées.

Chez les stratèges du NON, on était bien perplexe devant Lucien Bouchard, ne sachant pas comment attaquer un politicien qui suscite tant d'engouement — dans des salles surchauffées, les gens se bousculaient pour le toucher.

Tous ceux qui connaissent Jacques Parizeau savent que son orgueil en a pris pour son rhume quand il a dû céder sa place à Lucien Bouchard aux commandes d'une campagne n'allant nulle part après une semaine. La remontée rapide du OUI dès qu'il eut quitté l'avant-scène l'a laissé carrément pantois, dit-on.

Même sur le plan logistique, cette

campagne bicéphale fut salubre au OUI. Ainsi, Jacques Parizeau obtenait passablement de « couverture » comme premier ministre et chef du OUI, bien plus, par exemple, que Jean Charost, le second violon du NON.

Le « fusil à deux coups » du OUI contribua aussi à faire tomber le projet de débat télévisé que voulait éviter à tout prix le camp souverainiste, convaincu que M. Parizeau se serait retrouvé sur la défensive. Les stratèges du NON refusèrent les conditions exorbitantes posées par ceux de Jacques Parizeau — la préparation du débat aurait coûté à Daniel Johnson au moins trois jours de campagne en préparation. Du côté du OUI, avec le tandem Bouchard-Parizeau, la campagne ne ralentissait même pas.

### Piégé en fin de course

Le chef du NON Daniel Johnson avait parié gros en décidant dès le début que le camp fédéraliste ne mettrait rien sur la table ; pas de revendications constitutionnelles, une campagne tout entière bâtie sur les

conséquences économiques d'un NON.

Le resserrement des intentions de vote juste avant le fil d'arrivée aura piégé Jean Chrétien. Pendant des mois, il avait rassuré le Canada anglais ; il faisait son affaire de la campagne référendaire, estimant que le NON l'emporterait sans que des promesses soient faites au Québec. A quelques jours du vote, selon les sondages, même s'il avait voulu jeter des engagements spectaculaires dans la balance, il n'aurait pas été pris au sérieux. Si le NON l'emporte lundi, sa crédibilité au Canada anglais sera sérieusement écorchée.

Devant la remontée du OUI en fin de campagne, les résolutions conciliantes à l'endroit du Québec, adoptées à la vapeur au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario, avaient l'air de verres d'eau jetés sur un incendie.

### Une dette énorme

Essentiellement, Ottawa n'avait pas prévu le revirement — la voix anglo-

sée des stratèges fédéraux devant leur sondages internes en disant long sur leur inquiétude en début de semaine dernière.

Des libéraux provinciaux, en coulisses, maugrént déjà contre une campagne qui n'a pu tenir la route quand les sondages se sont faits plus serrés. Passe encore que des intervenants de l'extérieur (MM. Garcia ou Beaudoin) suscitent des controverses inutiles. On a sourcillé toutefois quand un politicien comme Paul Martin y est allé de prévisions hyperboliques — le million d'emplois menacés — qui donnent des munitions à l'adversaire ; c'était déjà plus difficile à expliquer. Mais rien ne va plus quand Daniel Johnson et Jean Chrétien peuvent être mis en contradiction sur une question aussi délicate que la reconnaissance de la société distincte.

Chez les péquistes, le sentiment est plus unanime : que le OUI ou le NON l'emporte lundi, les souverainistes auront une dette énorme envers Lucien Bouchard.

## Si le NON l'emporte...

Jacques Parizeau a décidé depuis longtemps qu'il veut rester à la tête du gouvernement. A moins, bien sûr, d'un résultat désastreux, mais improbable si on se fie aux sondages.

Un premier ministre qui veut rester en poste est fort difficile à déloger, car il a toute latitude pour placer ses joueurs aux postes stratégiques. Lucien Bouchard quittera rapidement Ottawa et le Bloc québécois... pour aller pratiquer le droit à Montréal. M. Bouchard est la seule menace objective pour Jacques Parizeau s'il convoitait Québec. Même bien organisé, Bernard Landry ne bougera pas, prévoit-on. Seul moment embarrassant pour M. Parizeau, un congrès des membres, incontournable après le référendum où la question du leadership se posera.

On remarque déjà que la cote de satisfaction à l'endroit du gouvernement a monté, sans égard aux fluctuations de la popularité de la souveraineté.

Première opération ; Parizeau remaniera de fond en comble son Conseil des ministres — il le fera d'ailleurs aussi si le OUI l'emporte, mais plus tard. La rentrée parlementaire sera reportée le plus loin possible, probablement au 28 novembre. Une victime déjà désignée ; Richard Le Hir, qui sera retourné aux banquettes arrière. Rita Dionne-Marsolais a moins à s'inquiéter, mais de gros joueurs — Jean Garon à l'Éducation et le président de la Chambre, Roger Bertrand, notamment — seront touchés.

Une promotion acquise, Rémy Trudel, et une autre, probable, Sylvain Simard. La structure des délégués régionaux sera sérieusement réévaluée ; elle avait été conçue avec l'échéance référendaire en tête.

Pas de démissions en vue au Conseil des ministres. Même un souverainiste inconditionnel comme Jacques Léonard a déjà indiqué, en coulisses, qu'il resterait à bord. Quelques députés

toutefois pourraient claquer la porte... après le remaniement.

Sur le front fédéral-provincial, la stratégie dépendra de la force du OUI. Deux ministres, Guy Chevrette et Bernard Landry, a-t-on appris, ont déjà proposé une démarche où Québec « exigerait » des pouvoirs particuliers d'Ottawa, la formation de la main-d'œuvre notamment. Ultimement, il pourrait y avoir des « référendums sectoriels » sur ces pouvoirs.

Une série de compressions budgétaires, très douloureuses, est à prévoir, mais le coupable est déjà trouvé ; Ottawa et ses coupes dans les transferts aux provinces.

Du côté du PLQ, deux thèses s'affrontent, plusieurs croient que Daniel Johnson sera sauf au premier but si le NON l'emporte et que les inquiétudes de fin de campagne seront choses du passé. Mais déjà des militants disent publiquement que la force de son ascendant sur les libéraux dépend du score de lundi. Sa faible cote auprès des francophones cause une inquiétude lancinante au PLQ. Un résultat serré lundi le plongerait dans l'embarras, le NON ayant clairement perdu l'avance qu'il avait prise en début de campagne.

Déjà des députés fidèles ont eu à tâter des militants sur « ce qui se dit » dans le parti quant au leadership. Daniel Johnson perdra d'ici quelques mois, dit-on, un précieux lieutenant dans le caucus, André Bourbeau, qui retournerait au privé après 25 ans de vie publique. Une fronde organisée s'active déjà dans l'Est du Québec. Reste toutefois à savoir si ce mouvement pourrait se rallier derrière un aspirant. On fait circuler, sans toujours avoir leur consentement, des noms de successeurs éventuels ; de Paul Gobeil à Pierre Paradis en passant par Yves Séguin et Liza Frulla.

## Si le OUI l'emporte...

Que ce soit par cinq points ou cinq dixièmes, le scénario sera le même. Dans les heures qui suivent, le premier ministre Parizeau y va d'une déclaration destinée à rassurer les marchés financiers, et surtout, les Américains. Du côté souverainiste, on prévoit d'ailleurs que le premier ministre Chrétien ferait de même très rapidement.

L'Assemblée nationale sera rappelée beaucoup plus tôt que la date prévue, le 28 novembre. La convocation de la Chambre dès la fin de la semaine ou au début de la suivante permettra à M. Parizeau d'y aller d'une déclaration solennelle, encore une fois pour se faire rassurer. Dans le camp du OUI, on dit savoir que sur le coup Washington dira que c'est le statu quo dans les relations avec leurs voisins du Nord, une position qui sera temporaire : les Américains voudront rouvrir l'ALENA.

Déjà les marchés financiers semblent avoir prévu, en partie, une victoire souverainiste, évalué-t-on, et le gouvernement du Québec a aussi terminé son programme d'emprunts. On ne s'attend pas à ce que les pays fassent rapidement la queue pour reconnaître le Québec, aussi longtemps que le Canada n'aura pas accepté d'amorcer des négociations avec sa province, reconnaissant du même coup le sens du vote. Le gouvernement Parizeau n'aura qu'un message au lendemain du OUI : pas question de « cassure », de changement subit dans le fonctionnement des institutions déjà en place.

L'été dernier, un groupe d'une demi-douzaine de hauts fonctionnaires a eu à préparer la proposition de départ du gouvernement du Québec dans les discussions avec Ottawa. Les ministères ont dû aussi préciser comment ils pourraient intégrer les employés fédéraux du Québec dans leurs champs de responsabilité.

Devant la masse des sondages défavorables au OUI, dans l'entourage de Michel Carpentier — le premier fonctionnaire —, on travaillait

bien davantage sur des scénarios de défaite jusqu'à la mi-octobre. Avenant un OUI, Québec, dans les jours qui suivent le scrutin, fera parvenir officiellement à Ottawa son « offre formelle » de partenariat — essentiellement l'entente tripartite liant les chefs du PQ, du Bloc et de l'ADQ —, qui aurait reçu la sanction de l'Assemblée nationale.

A Ottawa, on essaiera de gagner du temps avant de reconnaître officiellement le résultat. Entre-temps, Jean Chrétien misera sur les secousses inévitables sur le marché boursier, la devise et les taux d'intérêt, des démenagements de sièges sociaux, en espérant que dans l'opinion publique un doute surgisse quant à la viabilité de la souveraineté.

Daniel Johnson demandera lui aussi un temps de réflexion. Il aurait du reste à consulter ses instances. Si le OUI est net, il se pliera au verdict populaire, mais ses jours seraient probablement comptés à la tête du PLQ.

Jean Chrétien aura à subir des pressions énormes des premiers ministres provinciaux à qui Ottawa avait demandé de rester sur la touche durant la campagne référendaire. Confiant en début de campagne, Ottawa n'a pas de « plan B » très détaillé. Le Conseil privé a des documents de stratégie qui examinent une guérilla juridique où Ottawa plaiderait que le Québec n'a pas, en vertu de la Constitution, le droit de se séparer, la façon la plus sûre de prolonger l'incertitude politique et économique.

Si le OUI est net, Ottawa n'aura guère d'autre choix que de se préparer à négocier — une conférence fédérale-provinciale sera un passage obligé. Un gouvernement où l'on retrouve des Québécois aux postes clés perdra beaucoup de légitimité et pourrait forcer Jean Chrétien à déclencher un référendum national ou des élections, avec les risques importants de ressac qu'une telle démarche comporterait au Québec.

Travailleur à domicile?



Une équipe de conseillers spécialisés répond gratuitement à

tous vos besoins en télécommunications. 1 800 210-BELL

## Notre choix : rester Canadiens

Fidèle à sa mission, *La Presse* a consacré des ressources considérables à la couverture de la campagne référendaire. Nous avons aussi commenté dans cette page les péripéties de la campagne, suivant la politique éditoriale que nous affichons publiquement. Au moment où nos lecteurs et tous les Québécois sont appelés à répondre à la question, *La Presse* tient à leur présenter sa vision des enjeux et le choix qu'elle leur recommande, en tout respect. La vraie question qui se pose à nous aujourd'hui est la suivante : est-ce que nos problèmes sont si grands qu'il vaille la peine d'abandonner le Canada ?

Les Québécois sont nationalistes. Ils sont fiers d'avoir conservé leur langue, d'avoir leur culture propre et de constituer une société développée. Ces acquis, ils ont le sentiment de les avoir gagnés de haute lutte et ils ont l'épiderme très sensible lorsqu'apparaît la moindre menace. En ce sens, tous les Québécois sont nationalistes, y compris tous les fédéralistes. L'autonomie à la Duplessis, le « Maîtres chez nous » de Lesage et « l'égalité ou l'indépendance » de Johnson père ont à tour de rôle touché nos cordes sensibles comme peuple fier de son identité et fier d'émerger.

De tout temps, il s'en est trouvé parmi nous qui supportent mal la coexistence du français et de l'anglais et notre coexistence comme peuple avec les anglophones au sein du Canada. Encore aujourd'hui, malgré la place prédominante qu'occupe le français au Québec et le rôle important que jouent les francophones dans les institutions fédérales, beaucoup estiment leur identité menacée au Canada et n'attendent rien qu'il vaille du gouvernement fédéral. Selon les sondages, le noyau dur de ces partisans de la rupture représente environ 30 pour cent des citoyens.

Cela dit, les sondages sont aussi constants quant à la volonté des Québécois de rester Canadiens. Autant les Québécois sont nationalistes, autant ils sont fiers d'être Canadiens et ils veulent continuer d'appartenir à ce grand pays qu'ils ont contribué à bâtir. Je suis Montréalais, Québécois et Canadien sans difficulté : il s'agit là d'attributs qui se marient parfaitement. L'appartenance au Canada nous a façonnés tout autant que notre appartenance au Québec. Il faut être justes : c'est au sein du Canada que nous sommes parvenus à conserver notre langue et à développer notre culture et c'est au sein du Canada que le Québec est devenu une économie dynamique.

Les « demandes traditionnelles » du Québec, que certains aiment invoquer, se sont toujours situées à l'intérieur de l'ensemble canadien. Encore aujourd'hui, le Canada demeure notre meilleur tremplin et notre meilleure stratégie de développement dans un continent où nous représentons moins de deux pour cent de la population.

Si la question posée aujourd'hui était « voulez-vous donner

un mandat au gouvernement pour négocier un nouveau partenariat avec le reste du Canada, sans parler de séparation », il est probable qu'il obtiendrait l'adhésion d'une bonne majorité de Québécois. (Encore que l'on ne sache pas toujours très bien ce qu'on attend de plus : le gouvernement du Québec et l'Assemblée nationale jouissent déjà de pouvoirs extrêmement étendus. Et encore, qu'on en mette beaucoup sur le dos de la Constitution : par exemple, le Québec a pleine et entière juridiction sur l'éducation et on ne peut pas blâmer le gouvernement fédéral pour l'état actuel du système scolaire québécois.)

Une réforme des institutions au Canada est inévitable. Comme les entreprises du secteur privé, les gouvernements doivent se réinventer, réduire leur taille, aplatir leurs structures, devenir plus sélectifs et plus performants dans les services qu'ils offrent à la population. Le gouvernement fédéral, ainsi que des gouvernements provinciaux, ont déjà amorcé cet exercice. Le gouvernement du Québec tarde à la tâche mais ne pourra éviter de le faire quel que soit le résultat du référendum.

La solution de nos problèmes économiques nous dirige tout droit vers une plus grande décentralisation au Canada et une remise en question des responsabilités des divers ordres de gouvernement. Beaucoup d'autres provinces le souhaitent également.

Mais telle n'est pas la question qui nous est présentée. Le gouvernement péquiste nous demande si nous voulons que le Québec devienne souverain immédiatement, quel que soit le résultat de son éventuelle offre de partenariat avec le reste du Canada.

Devenir souverain, cela veut dire devenir un pays séparé qui ne fait plus partie du Canada et qui n'a plus rien à dire dans les décisions qui se prennent au Canada. Les Québécois ne pourraient plus bénéficier des avantages de ce pays. Le Québec n'aurait rien à dire, par exemple, dans l'octroi du passeport canadien, contrairement à ce qu'on laisse croire. Il est malheureux de constater que, selon les sondages, le tiers de ceux qui se préparent à voter OUI ignorent encore jusqu'à récemment le sens réel du mot souveraineté.

Certains porte-parole du OUI ont beau mettre l'accent sur la négociation d'un nouveau partenariat, la question posée aux Québécois porte toujours d'abord et avant tout sur la séparation du Québec. La majorité des Québécois ont toujours répondu NON à une telle question et ils doivent continuer de répondre NON. Nos problèmes avec le Canada ne sont pas d'une telle envergure qu'il faille recourir à la séparation comme solution ultime et irréversible.

Peu importe son résultat, le référendum pose une question

qui continue de diviser les Québécois. Il faut espérer de nos dirigeants politiques, des deux côtés, un leadership particulièrement éclairé après le 30 octobre.

Les citoyens, normalement, se résignent à une défaite électorale. Ils acceptent l'autorité d'un gouvernement qu'ils n'ont pas eux-mêmes choisi mais qui a été élu par une majorité de votes. Les citoyens acceptent de se plier à une loi dont ils ont combattu l'adoption. Mais ils ne sont pas susceptibles de se ranger si facilement lorsque l'enjeu d'un vote est le sort d'une option beaucoup plus profonde, touchant l'intégrité d'un pays existant. Ce qu'il faut retenir, lundi prochain, au moment du vote, c'est que nous jouons notre avenir collectif, et non plus seulement le mode de gestion de nos affaires publiques qui est l'enjeu habituel des élections qui se défont comme elles se font. Ce choix sur notre avenir, il est irréversible.

Si le OUI l'emporte, les partisans du Canada ne disparaîtront pas par enchantement. Voilà que nous serons encore plongés pour des mois, sinon des années, dans la mare constitutionnelle et le démantèlement du Canada. Quelle perspective désastreuse ! À l'heure où la mondialisation nécessiterait toutes nos énergies pour nous positionner sur l'échiquier planétaire et préparer adéquatement nos jeunes aux défis qui les attendent, voilà que nous serions encore absorbés par des querelles internes, inutiles et stériles.

Si, au contraire, les Québécois redissent leur foi au Canada et que le NON l'emporte, nous pourrions nous concentrer davantage sur nos vrais problèmes et nos vrais défis, particulièrement le développement de Montréal et celui de nos régions. Tout ne sera pas réglé pour autant : les tenants de la séparation ne seront pas disparus comme par magie. Mais le climat sera plus favorable à la recherche de solutions et à la réconciliation nationale. Tant il est vrai que la politique est l'art du possible, l'heure ne sera plus aux dogmes mais à la recherche de consensus.

À la vraie question que nous posons au début, notre réponse ne saurait être plus claire : aucune des préoccupations actuelles des Québécois ne justifie que nous abandonnions les avantages d'être Canadiens, que nous brisions ce pays et que nous nous lancions dans une aventure. Cela étant, le Canada a intérêt à rechercher sans délai des solutions harmonieuses aptes à favoriser la réconciliation dont nous avons grand besoin.

Il faut assurer à tous les Québécois, jeunes ou vieux, un avenir stable et prometteur. Le temps n'est pas à la recherche d'astuces, de potions magiques ou de faux-fuyants. Le temps est plutôt à la recherche de solutions réalistes et pragmatiques. Il faut voter NON. Il faut rester Canadiens.

Roger D. Landry  
Président et éditeur

## Et les lendemains...

Ceux et celles qui espéraient que prenne fin la division entre Québécois de toutes origines et de toutes langues, au lendemain du 30 octobre, en seront quittes pour remettre à plus tard ce beau rêve.



Car, quel que soit le résultat du référendum, rien ne sera définitivement réglé. Si le OUI devait l'emporter par une faible marge, le gouvernement fédéral tiendra sans doute à son tour son référendum national pour connaître l'opinion de l'ensemble des Canadiens : le Canada doit-il ou non négocier un partenariat économique et politique avec le nouveau pays du Québec ?

Si le NON devait gagner par une mince majorité, le gouvernement du Parti québécois proclamera « À la prochaine fois » et il est à prévoir qu'un autre référendum aura lieu d'ici la fin du premier mandat du PQ. Tout sera à recommencer.

Le référendum de 1995, contrairement à celui de 1980 qui était voulu, n'a pas été désiré. Il a été imposé. De là le désintéressement qui a perduré jusqu'à ce que son déclencheur, le premier ministre Parizeau, fasse appel à son « sauveur », M. Lucien Bouchard. Qu'en serait-il d'un autre référendum, provincial ou national ? Comment les gens réagiraient-ils ? Dépendant de la conjoncture aussi bien économique que politique du moment, les Québécois iraient-ils jusqu'à changer d'idée par rapport au choix qu'ils feront lundi ? Des deux référendums, le québécois et le canadien, quel serait alors le résultat retenu ?

Mais il y aura les lendemains immédiats du 30 octobre. Il y a risque d'amertume, d'agressivité, d'intolérance, de vengeance des perdants ; de satisfaction, de débordement, d'orgueil, de triomphalisme des gagnants. Mais y aura-t-il vraiment des gagnants à cette longue épreuve référendaire ? On peut gagner une cause, mais si ce gain devait provoquer un profond déchirement entre Québécois, ce serait plus grave que la cause elle-même.

Le résultat de lundi soir prochain sera-t-il suffisamment clair et net pour éviter que le Québec soit divisé en deux ? Ce Québec qui est déjà cassé en deux entre riches et pauvres, entre Montréal et les régions, entre anglophones et francophones. Le sera-t-il maintenant entre les partisans du OUI et les sympathisants du NON ? Entre francophones eux-mêmes qui sont loin d'être unanimes sur la question ?

Compte tenu du ton et de l'allure qu'a pris la campagne référendaire, au cours des dernières semaines, le vote des Québécois sera émotif. De rationnel qu'il était prévu, il y a à peine un mois, le vote prendra une bonne portion d'émotivité. Les gens voteront autant avec leur cœur qu'avec leur raison : c'est un bon dosage. Mais cette émotivité, exagérément provoquée et abusivement accentuée par les porte-parole des camps du OUI et du NON, réussira-t-elle à se contrôler, à se maîtriser, le 31 octobre et les jours, semaines et mois suivants ?

Les Québécois sont ou ont déjà été reconnus pour leur « joie de vivre », leur bonne humeur, leur gentillesse proverbiale, leur sens de l'humour, leur acceptation des autres, leur sens du partage, leur compréhension, leur solidarité.

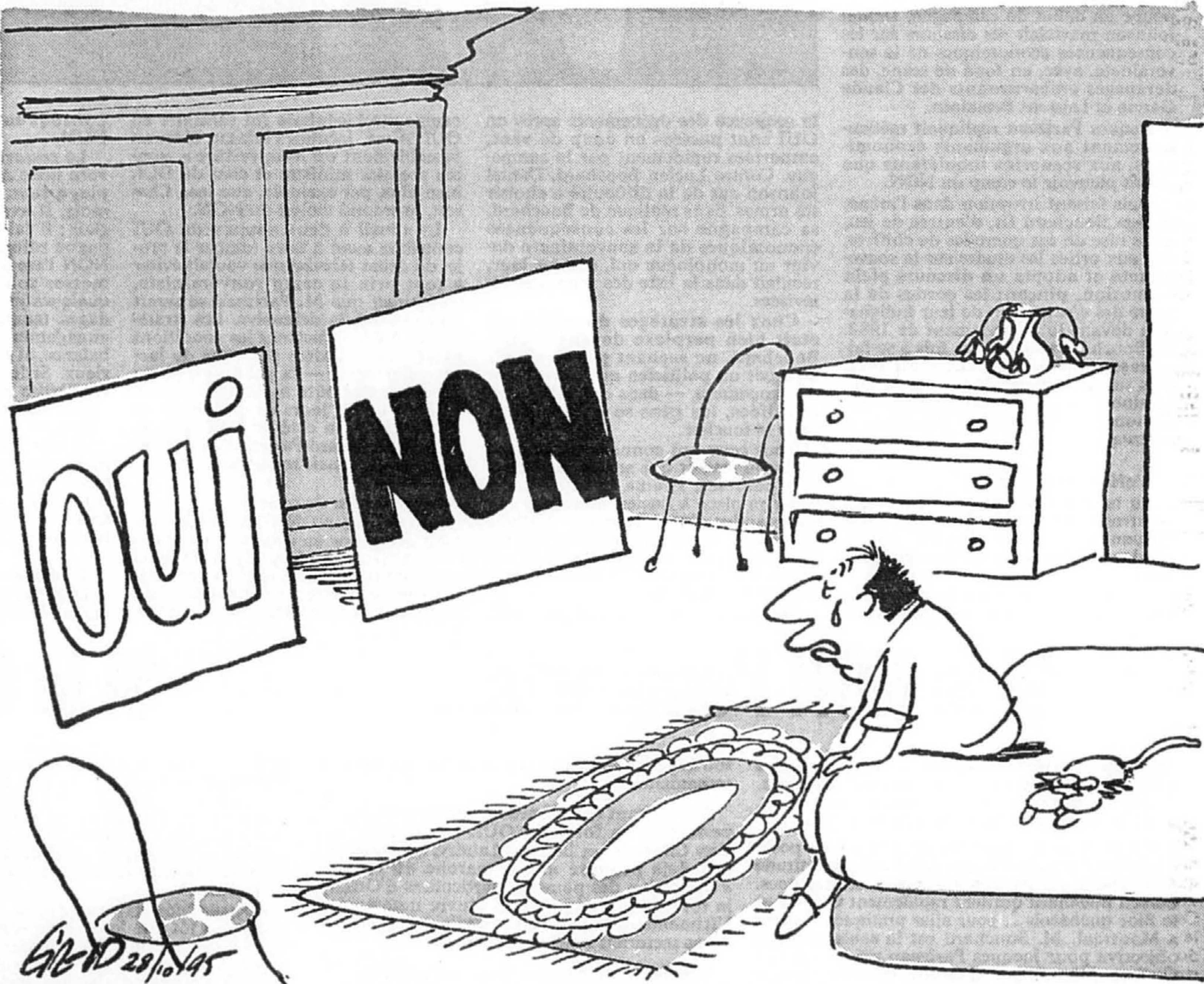
Que le OUI ou le NON l'emporte, lundi soir, il sera plus essentiel que jamais de retrouver ces qualités majeures de notre société. Par mesure de prévention, il faut déjà faire appel au calme, à la sérénité, à la maturité du peuple québécois, au-delà des options politiques des uns et des autres. Plus le résultat sera serré, davantage il faudra accepter les choix contraires, dans sa famille, dans son milieu de travail, dans son environnement.

Au cours des deux derniers jours, les responsables des camps du OUI et du NON doivent cesser les basses attaques envers leurs adversaires, les provocations à l'endroit de ceux et celles qui ne pensent pas comme eux. De toute façon, ils ont tout dit ce qu'ils avaient à dire. Leur message a été entendu.

Les Johnson et Parizeau, Chrétien et Bouchard, Dumont, Robillard et Charest doivent concentrer leurs derniers messages sur l'appel à la modération, au calme, à la quiétude, à la retenue, à la mesure, à la réserve, à la pondération, à la raison, à la sagesse, à la sérénité. Jusqu'à un appel à la paix entre Québécois au lendemain du 30 octobre.

Gens d'affaires, financiers, investisseurs doivent aussi garder la tête froide avant de prendre toute décision. Et les chefs syndicaux, plus habitués aux emportements verbaux, doivent aussi faire preuve de retenue puisque toute provocation, à ce moment-ci, risque d'affecter les emplois de leurs membres.

Claude MASSON



DRÔTES RÉSERVÉS

## La chance d'être Québécois et Canadiens



MARCEL ADAM

Pendant des mois, les sondages annonçaient qu'une bonne majorité de Québécois répondraient NON à la question référendaire. Mais, ces dernières semaines, le camp souverainiste a fait des gains qui lui donnent maintenant espoir de remporter son référendum. Cela, grâce surtout à Lucien Bouchard et aux effets combinés d'un verbe obnubilant et d'une personnalité charismatique.

Juste là, le débat n'était pas un modèle d'élevation intellectuelle, mais les leaders des deux camps le maintenaient à un certain niveau de rationalité en discutant des conséquences économiques et autres de la séparation du Québec.

L'arrivée à l'avant-scène de M. Bouchard a eu pour effet d'évacuer la raison du débat et de rabaisser le discours indé-

pendantiste au niveau des tripes avec un discours excitant les passions par l'exaltation du nationalisme ethnique. Ce changement de contenu et de ton pourrait faire gagner le OUI si cette partie devenue volatile de l'électorat ne revenait pas à son premier sentiment.

Même si les chances sont minces qu'une opinion procédant de l'émotion puisse être modifiée par des arguments de raison, il ne faut pas désespérer de la mèche qui fume encore. Car rien ne garantit que la partie des électeurs qui a été déstabilisée par l'effet Bouchard ne pourrait pas se raviser encore.

Les électeurs qui, avec le temps et la réflexion, s'étaient fait une opinion sur les enjeux politiques ne devraient jamais se laisser détourner de celle-ci par une campagne électorale ou référendaire. Ils devraient voter comme ils entendaient le faire avant que ne débute la propagande mensongère et les discours racoleurs destinés à les faire voter de la façon la plus déraisonnable qui soit, sous l'effet de l'intoxication.

Ce serait folie que de briser

le Canada sur un coup de cœur ou de tête, ou par lassitude, ou, plus bête encore, pour qu'il se passe quelque chose. Il faut n'avoir rien à perdre et tout à gagner pour se séparer d'un pays. Le fait que le Québec a la liberté de se séparer et la capacité de surmonter avec le temps les dangereux soubresauts et les coûteuses conséquences de la rupture, devrait démontrer aux Québécois la futilité de la dangereuse entreprise révolutionnaire qu'on leur propose.

La sécession ne se justifie que pour survivre ou s'affranchir d'un joug tyrannique. C'est pourquoi on n'a jamais vu se dissoudre une démocratie moderne, libérale et hautement industrialisée comme la nôtre.

Cette semaine, le président américain Bill Clinton a dit que le Canada est un pays « incroyablement important pour le monde », en plus d'être « un grand partenaire des États-Unis » ; et d'ajouter que, bien sûr, tous les pays ont des problèmes, mais que les choses vont fondamentalement bien au Canada, une contrée qui

suit la bonne voie et est dotée de valeurs « dont nous sommes tous fiers ».

Bill Clinton a aussi rappelé ce qu'il disait à Ottawa, en février dernier : le Canada sert de modèle aux États-Unis et au monde entier parce qu'il montre comment des personnes de cultures différentes peuvent vivre ensemble en harmonie, respectant leurs différences et travaillant côte à côte.

Voilà qui me confirme dans l'idée que la sécession du Québec ferait scandale dans le monde, où le Canada témoignait de la possibilité de faire cohabiter et prospérer, dans la paix et la coopération, des citoyens de nationalité et de langues différentes adhérant aux mêmes grandes valeurs philosophiques, morales et culturelles. Les raisons qui font percevoir le Canada comme un pays modèle, devraient inciter les Québécois à refuser l'aventure souverainiste en se disant ce que disait le politologue Stéphane Dion, mercredi dernier : « C'est toute une chance que d'être Québécois et Canadiens sur cette pauvre planète. »

# OPINIONS

Lettre de Montréal

## Décentralisation : il va falloir se mettre au travail sans attendre une autre crise

L'éditorialiste en chef de La Presse, Alain Dubuc, et le président et éditeur du Toronto Star, John Honderich, poursuivent ici leur correspondance sur leurs visions respectives du Canada et du Québec. La présente lettre d'Alain Dubuc paraît en anglais dans le Star.

Dear John, Je comprends parfaitement le découragement et la frustration que vous avez ressentis, quand La Presse a refusé de publier, samedi dernier, le cahier spécial de huit pages que vous nous aviez destiné, avec toutes ses lettres que vos lecteurs adressaient aux Québécois.



Sans reprendre le débat qui a entouré cette histoire, je tiens à rappeler que ce cahier n'a pas été publié parce qu'il aurait été considéré comme une dépense électorale.

Cela peut sembler surprenant hors du Québec, mais notre loi du financement populaire a le bras long. On l'a encore vu, cette semaine, quand le Président des élections du Québec a décrété qu'il était illégal pour le CP de proposer des tarifs à rabais aux Canadiens voulant venir à Montréal dire aux Québécois de rester au Canada.

Mais je dois aussi vous dire que toute cette histoire, votre excellente idée, l'élan de vos lecteurs, le débat que cela a suscité, illustre parfaitement les différences profondes entre le Québec et le reste du Canada et, paradoxalement, les raisons qui poussent tant de Québécois à voter OUI.

Quand vous avez lancé un appel à vos lecteurs, leur réponse massive a montré à quel point les Canadiens tenaient à leur pays, voulaient que le Québec y reste, et voulaient exprimer leur frustration parfaitement compréhensible. Il est difficile pour les Canadiens des autres provinces de savoir que leur avenir se joue sans qu'ils aient le moindre mot à dire.

Pour toutes ces raisons, j'aurais beaucoup aimé que cela soit publié, parce que ces lettres contenaient des éléments d'information qui auraient permis aux Québécois de comprendre mieux les sentiments qui animent les Canadiens.

Mais je n'ai pas cru une minute, vous le savez, que cet élan aurait

pu convaincre un seul Québécois indécis de pencher vers le NON. Au contraire, si cette vaste opération de dialogue avait eu un effet électoral, cela aurait surtout contribué à favoriser le camp souverainiste.

John, j'ai même reçu le plus beau bouquet de fleurs de ma carrière, deux douzaines de belles roses, et deux petits drapeaux, un bleu et un rouge, d'une gentille dame de Bradford. J'ai trouvé cela touchant... et bien inutile.

Il y a à cela des raisons culturelles. Cette façon de dialoguer ne touche pas les Québécois, qui trouvent ces messages d'amour un peu « quêtaines » et, surtout, hors rapport. Cela ne veut pas dire qu'on ne s'aime pas. Les millions de Québécois qui ont voyagé dans les autres provinces et les Canadiens anglais qui viennent ici se trouvent mutuellement sympathiques.

Mais un référendum, c'est autre chose. C'est un phénomène politique, éminemment collectif, qui appelle des réponses collectives, et non pas une somme de réflexes individuels. Est-ce que les Blancs de Los Angeles, après les émeutes qui ont déchiré cette ville, ont écrit aux Noirs pour leur dire qu'ils les aimaient. Non. Est-ce que les Londoniens écrivent aux Irlandais ? Non.

À la limite, on pourrait même trouver que ces messages d'amour sont condescendants, bien sûr involontairement, de la même eau que les « some of my best friends are French ».

C'est également vrai de cette opération visant à amener des Canadiens à Montréal, ce week-end, opération qui risque surtout de nous rappeler les hordes albertaines qui débarquaient pour la Coupe Grey. C'est peut-être sympathique, mais complètement « irrelevant ».

Mais il y a une raison beaucoup plus fondamentale à notre malaise. Ce que vos lecteurs nous ont dit, avec la plus grande bonne volonté, est exactement le message qui a amené tant de Québécois à voter OUI.

Le message de ces lettres, presque unanime, c'est de dire aux Québécois : « Restez, nous vous aimons, nous avons besoin de vous, mais ne demandez rien d'autre. »

« Stay on, but stay out ». À peu près personne n'a dit : « Nous voulons que vous restiez, mais nous savons qu'il y a des problèmes, et voici ce que nous sommes prêts à faire pour les régler. »

Tout le problème est là. Le problème auquel réagissent

les Québécois, c'est l'arrogance du gouvernement central, et particulièrement celle du régime Trudeau, dont on retrouve des échos chez ses successeurs, l'exclusion constitutionnelle dont le Québec a été la victime, le refus canadien d'accepter de reconnaître formellement la différence québécoise. Nous le savons tous : si l'entente du lac Meech avait été acceptée, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

On peut bien déplorer le fait que les Québécois réagissent encore si fort à la perte de quelques symboles, mais les sondages montrent que cette colère est bien là et qu'elle explique la remontée du OUI. Le mot clé de cette campagne, c'est la fierté.

Honnêtement, personne ne sait plus ce qui arrivera le jour du référendum. Je crois toujours que le NON va l'emporter, et j'ai l'impression d'avoir de bons éléments d'analyse pour prévoir que la marge sera plus forte que les sondages le laissent croire. Mais je sais aussi que, depuis le début de la campagne, je me suis mis le doigt dans l'oeil avec mes excellentes analyses et que je n'ai pas plus vu venir que les autres la vague du OUI.

Mais, peu importe le résultat, même si le OUI l'emporte de justesse, la donnée qui décrit le mieux le sentiment des Québécois, ce n'est pas le pourcentage d'entre eux qui auront voté OUI, que ce soit 49 ou 51 pour cent. Ce qui est significatif, c'est qu'indépendamment de leur façon de voter, une très grande majorité des francophones resteront très insatisfaits du résultat.

Les sondages nous ont montré que si les électeurs québécois étaient certains que le projet de partenariat du camp souverainiste serait accepté par le reste du Canada, 55 p. cent des Québécois voteraient OUI, ce qui signifie 65 à 70 de la population québécoise francophone.

Cette donnée, centrale, est une mesure accablante du degré d'insatisfaction que les Québécois ressentent au sein de la Confédération et de leur désir de changement.

Et voilà pourquoi il y aura peu de gagnants au lendemain du référendum si le NON l'emporte. Ni, bien sûr, chez les souverainistes, ni chez ceux qui, en votant NON, ont fait échec au projet souverainiste, mais se retrouvent dans une situation qui ne leur offre pas les perspectives dont ils rêvent. Il y aura du soulagement dans l'air, mais pas de joie.

Si le OUI l'emporte, au-delà de toutes les interprétations que l'on

pourra en faire, et de toutes les raisons, parfois contradictoires, qui auront amené les Québécois à ce choix, le message de fond sera le même : un désir de changement, exprimé de façon plus claire.

Les Québécois francophones ont le sentiment qu'au lendemain d'un NON, ils se retrouveront dans un Canada qui ne leur offre pas de perspectives de changement.

Ce blocage, ce sont les Canadiens eux-mêmes qui l'annoncent. À cet égard, les sondages effectués dans le reste du Canada sont révélateurs. Celui que CROP a réalisé, à la mi-septembre, montre que si un peu moins que 55 p. cent des anglo-canadiens ne sont pas prêts à accepter des changements mineurs pour accommoder le Québec, seulement 19 pour cent accepteraient des changements majeurs.

En termes concrets, un peu moins de la moitié accepteraient l'idée de la société distincte, mais les deux tiers refuseraient l'idée de pouvoirs accrus pour le Québec. Si on exprime cette attitude dans le langage politique québécois, il s'agit d'une offre de statu quo.

Cette déception et cette absence d'ouverture, sans nécessairement dominer la vie politique et sociale québécoise, resteront toutefois une source permanente de tension. Et ça va réexplorer un jour.

C'est de ce blocage qu'il faut s'effranchir. Comment ?

D'abord, même si la voie constitutionnelle semble bloquée, il est essentiel que le Canada trouve le moyen de reconnaître le concept de société distincte. C'est un symbole, mais il est important pour les Québécois, ne serait-ce que pour panser les plaies du rapatriement et de Meech. Sur le plan des principes, il semble élémentaire qu'un pays civilisé comme le Canada accepte de reconnaître formellement l'existence et la spécificité de l'importante minorité francophone.

Mais la perspective d'avenir la plus porteuse, celle qui permet de croire que le Canada n'est pas figé, se situe sur un tout autre terrain. Le Québec et le Canada peuvent compter sur des perspectives de renouvellement comme ils n'en ont jamais connues dans le passé. Cette chance, unique, c'est celle qu'offrent les pressions vers la décentralisation et la redéfinition du gouvernement central qui se multiplient à travers le Canada.

C'est là-dessus qu'il faudra travailler, sans attendre une autre crise.

À la prochaine, Alain

LYSIANE GAGNON



## Le deuil

Quoiqu'il arrive, la moitié du Québec sera en deuil lundi prochain, et je ne sais pas laquelle des deux douleurs sera la plus pénible à voir : celle des Québécois qui auront perdu leur dernière chance de toucher au pays rêvé, ou celle des Québécois qui auront vu leur part de l'héritage canadien leur glisser d'entre les mains.

Si, comme l'annoncent les sondages, le camp vainqueur l'emporte par une marge aussi fine que du papier de soie, la frustration du perdant sera à la limite du tolérable... avec ce que cela comporte de conséquences pour le tissu social déjà fragile de Montréal.

J'écoutais l'autre soir au rallye du OUI, à Verdun, Jacques Parizeau parlant à ses militants, les suppliant d'aller chercher chacun un vote. « Le pays, vous le tenez entre vos mains... presque. »

On sentait l'urgence, la tension surhumaine vers l'idéal enfin à portée de vue. Il y a deux semaines maintenant que les souverainistes ont des raisons de croire qu'ils ont une bonne chance de l'emporter. S'il fallait que cette victoire tant voulue leur soit dérobée par une faible marge, on n'ose penser à leur colère, à leur chagrin.

Je voyais l'autre soir, au rallye du NON, à Verdun, la foule se pressant autour de l'auditorium, immobile sous la pluie, les pieds enfoncés dans la tourbe boueuse, en état de choc comme les victimes incrédules d'un accident majeur, n'osant croire au malheur qu'annonçaient les sondages. S'il fallait qu'on leur apprenne, lundi, qu'ils perdront leur identité canadienne à moins de s'exiler du Québec, on n'ose penser à leur colère, à leur chagrin.

Il y a des semaines que je compte les jours. Vivement le 30 octobre, me disais-je, qu'on en finisse avec cette campagne qui divise les familles, dresse des amis d'enfance les uns contre les autres, et qui nous plonge dans un enfer d'insultes, de menaces et de haine. Mais plus les jours passaient, plus je voyais se dessiner l'insoutenable image d'un Québec coupé en deux parts égales, plus je souhaitais que ce jour-là disparaisse de nos vies.

Hier, à CKAC, on annonçait un voyage de groupe au Yémen avec l'ancien créditiste Yvon Dupuis et l'animateur Gilles Proulx. L'idée de m'y embarquer m'a traversé l'esprit ! C'est dire à quel point j'appréhende cette soirée du 30 octobre. Elle pourrait marquer le début d'une crise sans fin, le début du premier grand déchirement d'une contrée qui a jusqu'ici échappé aux vraies souffrances. Comme l'adulte jusque-là heureux perdant soudain sa mère. Ou son père. Le premier deuil.

Perdre le Québec vu comme un pays complet. Ou perdre le Canada. Qui veut choisir entre son père et sa mère ? Qui veut se faire arracher le cœur ? C'est pour cela que les gens n'en voulaient pas, de ce référendum.

C'est pour cela qu'ils en parlaient si peu, il y a seulement un mois, comme s'ils espéraient qu'en n'en parlant pas, le référendum se volatiliserait... mais c'était, bien sûr, avant le surprenant décollage de la campagne du OUI, avant ce puissant feu de brousse qui embrase la terre du Québec, ravissant les uns et terrifiant les autres. Les uns voient la terre illuminée, les autres voient la terre brûlée.

\*\*\*

Il faut pourtant voter, il faut pourtant choisir. Mais d'abord, débroussillons le terrain de cette histoire de partenariat.

Advenant l'indépendance, il y aura, c'est évident, des négociations entre les deux pays — arrangements commerciaux, ententes sur le partage de la dette, etc. Mais l'union politique, la citoyenneté commune, les pouvoirs partagés moitié-moitié entre deux pays dont l'un est trois fois plus gros que l'autre ? Oubliez ça. C'est un écran de fumée.

Votez OUI et vous votez pour que le Québec devienne un pays indépendant. C'est possible, c'est faisable, c'est un défi exaltant. L'indépendance serait effectivement l'aboutissement logique d'une longue démarche, l'unique façon de donner à la nation canadienne-française, aujourd'hui principalement concentrée sur le territoire du Québec, un pays où elle serait majoritaire.

Si c'est cela qu'on veut, eh bien ! c'est aujourd'hui ou jamais. (Enfin, probablement... on ne va quand même pas s'infliger pareille épreuve à tous les dix ans !)

Cela implique toutefois que l'on renonce au Canada. Il ne sera pas plus facile d'aller travailler en Alberta ou en Ontario qu'aux États-Unis. Le préjugé favorable qui existe au Canada anglais envers la langue française disparaîtra sous le choc de la session.

Votez NON et vous votez pour que le Québec continue à faire partie du Canada. C'est une option plus conservatrice, dans la mesure où elle comporte beaucoup moins d'inconnues, dans la mesure aussi où cela nous permet de garder à la fois le Québec, ou les francophones restent majoritaires, et tous nos droits au sein du Canada.

Il faut alors, bien sûr, accepter l'idée de rester minoritaires dans les domaines de compétence fédérale. Mais cela aussi peut être un défi exaltant, si l'on sait bien utiliser nos talents et l'influence réelle que nous donne le poids politique du Québec, qui est la deuxième plus grosse province après l'Ontario.

\*\*\*

Il y a autre chose : l'instinct. Avant de faire votre croix, fermez les yeux. Imaginez comment vous vous sentirez, mardi matin, si le OUI passe. Imaginez comment vous vous sentirez, mardi matin, si le NON passe.

Peut-être êtes-vous nombreux à dire que d'un côté comme de l'autre, vous serez malheureux, ne serait-ce que par empathie pour ceux de vos proches qui auraient voté différemment. Mais quand même, reportez-vous à mardi matin... L'un des deux résultats vous laissera plus serein, plus heureux, moins triste ou moins inquiet.

Oubliez les grands mots. Oubliez les clichés des politiciens. Vous votez pour vous, seulement pour vous. Vous ne votez même pas pour vos enfants. Ils sont assez grands pour faire leur choix tout seuls s'ils ont le droit de vote. S'ils sont encore trop jeunes pour voter, ils affronteront de toute façon, dans vingt ans, des défis dont vous n'avez même pas idée.

Votez pour vous seul(e). Le vote est un acte solitaire, un geste d'homme libre, de femme libre, et les deux options sont également honorables.

## « Depuis un mois, j'ai vu mon coin de pays renouer avec l'espoir... »

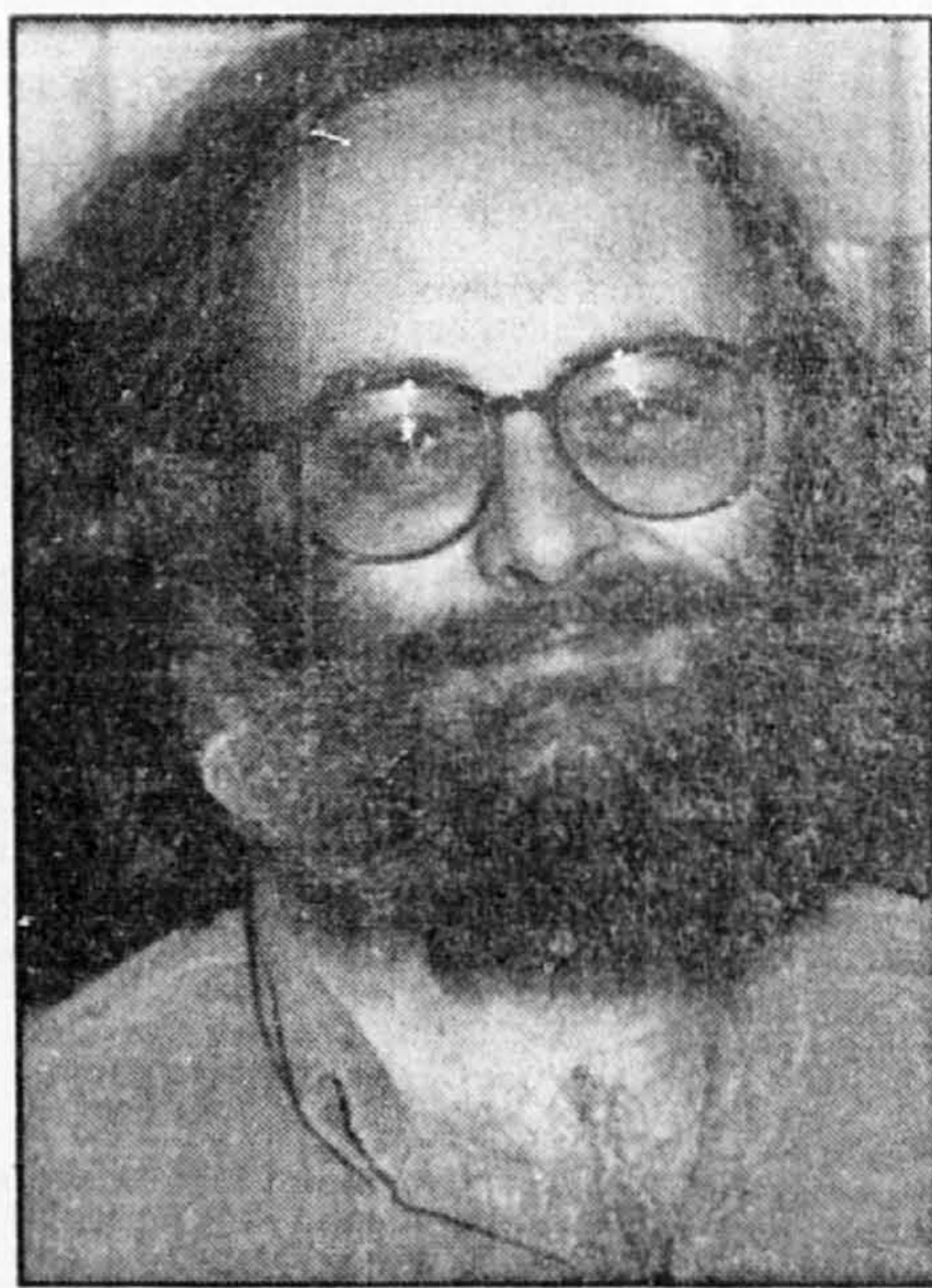
VICTOR-LÉVY BEAULIEU

L'auteur est écrivain.

C'est mardi le 24 octobre 1995. Il est deux heures du matin. Je voudrais dormir mais je n'y arrive pas. Je pense à la journée que je viens de vivre, je pense au mois que je viens de vivre et je cherche à comprendre. Comme co-président du Comité du OUI pour le comté de Rivière-du-Loup et pour la région du Bas Saint-Laurent, j'ai parcouru près de trois mille milles au volant de ma voiture, j'ai participé à des meetings politiques à Montréal, à Sherbrooke, à Québec, à Cabano, à Rivière-du-Loup, à Trois-Pistoles et à Rimouski. J'ai pris la parole toutes les fois que j'ai pu, j'ai dit au monde qui voulait l'entendre que, le 30 octobre prochain, j'échangerais volontiers les cinquante ouvrages que j'ai publiés, les quatre téléromans que j'ai écrits et la centaine d'heures que j'ai rédigées pour la radio afin d'avoir le droit de pouvoir enfin vivre dans un pays qui soit le mien, afin d'avoir le droit de pouvoir enfin écrire au présent une réalité qui, jusqu'à maintenant, ne s'est toujours conjuguée qu'au passé.

Il me semble qu'un tel engagement, ce n'est pas rien. Il me semble que mettre l'idée de pays plus haute que l'idée de littérature dans laquelle vous avez brûlé trente ans de votre vie, ce n'est pas rien. Pourtant, je n'ai pas eu l'impression d'avoir été compris, non pas par le monde dit ordinaire à qui je m'adressais, mais par ceux qui ont pour fonction dans la société de rendre compte des mots des autres. Aucun journaliste n'a repris mes propos, aucun média n'a donné suite aux interventions que j'ai faites sur le sujet. Était-ce véritablement moins important que tous ces coups de gueule qui se sont donnés à droite et à gauche durant la campagne référendaire, dans une perversion presque hallucinante du langage ?

Je ne sais pas vraiment pourquoi je pense que tout cela a beaucoup à voir avec la façon qu'on a de pratiquer le journalisme comme à la façon qu'on a d'envisager la politique. Comme c'est la première fois que je m'en mêle, je crois y avoir fait quelques petites découvertes, notamment à Rivière-du-Loup quand M. Lucien Bouchard y est venu. Toute la presse, la nationale comme la régionale, était là. Elle est arrivée en même temps que M. Lucien Bou-



Victor-Lévy Beaulieu

chard et elle est repartie en même temps que lui. Il en est resté quinze secondes dans un bulletin de nouvelles. J'ai compris alors que la campagne référendaire ne se passait pas vraiment dans le pays réel mais dans deux studios de télévision, l'un à Ottawa et l'autre à Québec, j'ai compris que dans ces deux studios-la de télévision, les vedettes politiques se parlaient entre elles, se répandaient les unes aux autres et que je n'avais pas vraiment besoin d'être là pour que ça continue indéfiniment. Les journalistes non plus n'avaient pas besoin de moi pour que ça continue indéfiniment. M. Lucien Bouchard parti, pourquoi seraient-ils restés même cinq minutes de plus à Rivière-du-Loup ? Ils n'étaient pas là pour connaître le pays réel mais pour passer rapidement d'un studio de télévision à un autre, d'un bulletin de nouvelles à un autre, le dernier enterrant toujours le précédent dans une représentation dérisoire parce que non signifiante.

Pourtant, j'ai vu mon coin de pays vivre depuis un mois comme je ne l'avais encore jamais vu vivre. Pourtant, j'ai vu mon coin de pays s'enthousiasmer pour un projet véritablement collectif, j'ai vu mon coin de pays capable de s'interroger sur son avenir pour les bonnes raisons, j'ai vu mon coin de pays renouer avec l'espoir et désirer enfin entrer dans son histoire en assumant le prix de sa liberté. Et sans que ça ne fasse jamais même un simple bulletin de nouvelles de dix secondes à la télévision ni un entrefilet dans le journal, j'ai entendu parler plusieurs des femmes et des hommes vivant dans mon coin de pays, je les ai entendus parler et ce fut une révélation pour moi : quelle beauté dans leur langage, quelle précision dans leurs mots et quel foisonnement dans leurs images ! On était bien loin des comptes rendus aseptisés et platement uniformes de Radio-Canada, on était bien loin des billets écrits par tous ces pseudo-journalistes qui, tout le temps de la campagne référendaire, n'ont parlé qu'à partir de ce qu'ils entendaient ou voyaient à la télévision, à moins qu'ils ne l'aient fait d'une fenêtre de leur maison, sans beaucoup de courage ni d'à-propos. Évidemment, je ne parle même pas de cette manipulation éhontée qu'ont représenté les pages éditoriales de la plupart de nos journaux. Quelle dérision, quelle déréliction ! Quelle indignité et quel mépris pour ce peuple dont je suis !

J'espère seulement que le 30 octobre, nous aurons le courage de mettre fin à ce mépris-là. J'espère seulement que le 30 octobre, je n'aurai pas entendu pour rien toutes ces femmes et tous ces hommes qui m'ont parlé non pas d'un irréel studio de télévision mais de toute la profondeur du pays vrai.

C'est toujours mardi le 24 octobre 1995. Il est maintenant cinq heures du matin. Je voudrais dormir mais je n'y arrive pas. J'ai besoin d'être conforté dans mon espérance. Alors je m'habille, je sors de la maison, je monte dans ma voiture et je prends la route nationale. Bientôt, je me retrouverai à Saint-Jean-de-Dieu, ou à Saint-Cyprien, ou à Sully, ou dans les Lacs Renversés, ou bien à Rimouski. Ce sera dans une simple petite cuisine, un simple petit snack-bar, un simple petit sous-sol d'église ou bien dans la simple petite arrière-boutique d'un simple petit commerçant. Mais il y aura du café, il y aura de la chaleur, il y aura de la compassion, il y aura envers et malgré tout l'habitation de la liberté.

# Dessine-moi un mouton

JEAN-PAUL DESBIENS  
et FRANÇOIS CARON

MM. Desbiens et Caron sont auteurs et analystes de la situation politique du Québec et du Canada

L'été dernier (déjà!), je demandais au cosignataire du présent texte: « Qu'arriverait-il si le référendum était reporté à sept ans d'ici et, qu'entre-temps, il ne soit plus jamais question de la fièvre obsidionale constitutionnelle? » Une fièvre obsidionale, soit dit en passant, c'est une maladie qui frappait les villes assiégées durant les époques reculées. Il me répondit: « Le monde, il ferait ouf! »

De cette réaction on ne peut plus spontanée, et venant d'un homme fort placide, tirons trois conclusions:

- la première, c'est que la campagne référendaire est beaucoup trop longue;
- la deuxième, c'est que ce référendum aura été une opération coûteuse et inutile;
- enfin, ce référendum aura été imposé aux citoyens par calcul politique enrobé d'astuces.

Dire que la campagne référendaire aura été trop longue n'exige pas de commentaires. Nous reviendrons sur les deux autres points annoncés ci-dessus.

Auparavant, rappelons que le 3 septembre 1994, nous qualifions de référendaire l'élection générale du 12 septembre. Il fallait savoir, nonobstant son slogan électoral, que le Parti québécois ne cherchait pas le pouvoir en vue de nous donner un bon gouvernement, mais en vue de réaliser son projet sécessionniste. Il fallait savoir cela et voter en conséquence. Le Parti québécois a été porté au pouvoir. Ce qu'il lui restait à faire, car il en avait le pouvoir, c'était de demander aux citoyens voulez-vous que le Québec se sépare du Canada, oui ou non?

« Scrutin référendaire », disions-nous. La suite des événements semble bien nous donner raison. Toute la machine gouvernementale a été engagée dans le cuisinage du référendum. Cela va du « remplacement » de hauts fonctionnaires jugés « mous », à la présentation d'un avant-projet de loi, en passant par Paris. D'astuce en pèlerinage, le citoyen-électeur finira peut-être par « dessiner un mouton », lequel, dans le conte que l'on sait, se trouvait dans une caisse.

Le Parti québécois a eu peur de la réponse à une question claire. Il a donc multiplié les astuces pour déguiser son projet et blouser les citoyens.

## Référendum et démocratie

Si la démocratie veut dire quelque chose, c'est bien ceci: un gouvernement démocratiquement élu cherche à connaître la volonté populaire et ensuite, à administrer la chose publique en conséquence.

Quand on est le premier ministre d'un gouvernement démocratiquement élu, on a la responsabilité de respecter la volonté du peuple et d'abord, chercher à la connaître.

S'il s'agit du cours ordinaire des choses, lequel est déjà assez complexe, merci, les élections périodiques dégagent une expression de la volonté populaire qui permet l'exercice démocratique du pouvoir. Le cours ordinaire des choses, en effet, s'applique à des modalités de l'existence d'une société, et les décisions à leur sujet sont modifiables et réversibles.

S'il s'agit d'une question qui touche à l'être même, il en va autrement. Prenons un exemple simple: je n'ai pas besoin d'une longue délibération avant de changer d'appartement ou avant de me soumettre à une intervention chirurgicale mineure. Mais s'il s'agit de démembrer dans un autre pays, ou de l'amputation d'un rein ou d'un poumon, je dois y penser plus sérieusement, même si je suis sous l'urgence. J'ai notamment besoin d'être bien informé des conséquences du démantèlement ou de l'intervention chirurgicale.

## La sécession

Dans la situation politique où nous sommes placés, il ne s'agit pas de modalités d'existence; il s'agit de l'être même.

La sécession est une opération majeure. Preuve en soit qu'on ne l'appelle pas par son nom. Pourtant, les responsables ont l'obligation d'informer soigneusement le patient. Un référendum est un instrument à cette fin, à deux conditions:

- le patient est bien informé et non pas blousé;
- le chirurgien est indifférent. C'est à vous de décider, cher bénéficiaire!

Dans le cas qui nous occupe, nous ne sommes pas informés et le chirurgien n'est pas indifférent. Il ne veut pas rater son « opération ». Il y vient à son « opération », à tout prix. En clair, le chirurgien (les chirurgiens) ne veut pas rater son référendum. Chacun se tue à le répéter, Lucien Bouchard en tête. Ils ont pris beaucoup de peine à concocter leur ques-

« Épuisée par un long débat, l'opinion accepte qu'on la dupe, pourvu qu'on la repose. »

(Tocqueville)



M. Jean-Paul Desbiens



« Après 14 mois d'absence de gouvernement, de décisions différées, d'études misérables mais coûteuses, dont Lucien Bouchard lui-même n'a pas jugé utile de prendre connaissance, nous nous retrouvons devant une question à tiroirs, comme les jokes du même nom, plus divisés que jamais. Quel que soit le résultat de ce référendum, le 31 octobre, nous ne serons pas plus avancés. Nous sommes peints dans un coin. »

tion. Bref, fallait-il un référendum? Pour qui? Qui c'est qui voulait un référendum à tout prix?

C'est un étrange paradoxe que des responsables politiques, en régime démocratique, aient peur de connaître la volonté de leurs sujets, alors que leur discours devrait être le suivant:

« Nous voulons la sécession du Québec, mais nous ne voulons pas la faire en cachette. Nous voulons donc savoir si, OUI ou NON, Vous êtes d'accord avec nous. »

Nous ne voulons pas vous vendre un chat dans un sac. Nous vous informons donc que la sécession exigera de nous tous des sacrifices considérables et durables. Toute honnête déclaration en faveur de la sécession doit s'appuyer sur la connaissance des sacrifices que l'on est prêt à faire pour la réaliser. »

## Peints dans le coin

Nous n'avons pas été jugés dignes de ce discours. Après 14 mois d'absence de gouvernement, de décisions différées, d'études misérables mais coûteuses, dont Lucien Bouchard lui-même n'a pas jugé utile de prendre connaissance, nous nous retrouvons devant une question à tiroirs, comme les jokes du même nom, plus divisés que jamais. Quel que soit le résultat de ce référendum, le 31 octobre, nous ne serons pas plus avancés.

Nous sommes peints dans un coin. Cette situation est un lieu commun des caricaturistes, comme celle du naufragé solitaire sur une île, ou celle de l'ivrogne qui rentre rond et tard à la maison et que sa femme attend avec un rouleau à pâte.

Nous nous sommes peints dans un coin. Et qu'est-ce qu'on fait quand on s'est peinturé dans un coin? Réponse: on marche sur la peinture ou bien on attend que la peinture sèche. Marcher sur la peinture fraîche, ça laisse des traces, attendre qu'elle soit sèche demande du temps. Il faut avoir un bourdalou entre les cuisses et une couple de sandwiches dans sa poche.

Nous nous sommes peints dans le coin en ceci qu'un OUI massif n'est pas plausible; un NON massif non plus. Un résultat serré autour du OUI ou du NON nous ramènerait à la case de 1980. Ben! Faut aimer ça.

Le 30 octobre, quelque part vers 21 h, nous ne serons pas plus avancés pour deux raisons:

- la question était confuse et délibérément confondante;
- le vrai débat aura été occulté.

## Le sens d'un OUI et celui d'un NON

La campagne référendaire qui s'achève n'aura pas brillé par la rationalité du discours ni par la retenue dans les dépenses. Les « études » du ministre Le Hir, à elles seules, auront coûté dix millions. Or, dès sa nomination comme négociateur, Lucien Bouchard a balayé sous le tapis ces études encombrantes commanditées par un gouvernement dont il ne fait pas partie.

La suite des interventions de M. Bouchard a commencé par garantir un partenariat qu'il se faisait fort d'imposer à l'ensemble du Canada si 25% de la population de celui-ci voulait bien lui en donner le mandat. Le partenariat ainsi assuré par un coup de baguette magique, la souveraineté va de soi. Mais récemment il est revenu au credo de M. Parizeau: un OUI veut dire souveraineté, avec ou sans partenariat (La Presse, 19 octobre).

Dès lors, lecteurs astucieux ou blousés, quel sens donneriez-vous à votre OUI ou à votre NON, le 30 octobre? Un OUI veut dire deux sortes de choses: des choses certaines et des choses incertaines.

Parmi les effets certains, mention-

- proclamation de la souveraineté par l'Assemblée nationale;
- abandon de la citoyenneté canadienne;
- création d'un nouveau pays avec toutes attributions idoines (frontières, armée, monnaie, passeport, etc.);
- sacrifices à faire pour démanteler un pays et en créer deux autres sur les ruines du premier;
- prise en compte des autochtones.

Ces derniers ont clairement fait savoir qu'ils tenaient à demeurer citoyens canadiens. On ne peut pas laisser ce grave problème en veilleuse. On ne peut pas faire comme si on ne les avait pas entendus. On doit donc s'attendre à ce que les autochtones se réclament d'une légitimité au moins équivalente à celle des sécessionnistes, et qu'ils opteraient pour un processus et des moyens de leur choix pour demeurer dans un pays qu'ils auraient décidé de ne pas quitter. On ne peut pas passer sous silence un problème qui peut devenir rapidement explosif et prendre une ampleur insoupçonnée.

Parmi les effets incertains, mentionnons toutes les questions inhérentes à une nouvelle Constitution reposant sur l'heure dans les limbes des futurs. Par exemple, advenant la proclamation de la sécession du Québec, d'ici un an, quand le prochain rendez-vous électoral aurait-il lieu? Il va de soi que le premier Président de la République serait désigné confor-

mément à la Constitution qui établirait la durée de son mandat. Supposons que la future constitution québécoise, à l'instar de la gaullienne, stipule que le Président est élu pour sept ans. Le prochain rendez-vous électoral serait situé autour de l'an 2004. Pas mal de vieux peureux vont être morts.

Dans le cadre des travaux de la Commission Bélanger-Campeau, on a identifié pas moins de vingt-deux ententes à conclure, dont l'ampleur et la complexité sont sans commune mesure avec la saga de l'amiante. Au surplus, le partenaire avec lequel il faudrait traiter aura bien d'autres intérêts à promouvoir ou à défendre que la stricte rentabilité financière d'une multinationale au sang froid. En étant optimiste, supposons que l'on « règle » deux ententes par année. « Fezez » le calcul!

Par ailleurs, quel sens un NON prendrait-il, inévitablement? Il s'en suivrait, comme pour le OUI, des effets certains et des effets incertains.

Parmi les effets certains, le minimum serait le statu quo et le maximum, dans un avenir prévisible, un Canada décentralisé à cinq régions, comme la géographie et l'histoire finiront bien par l'imposer.

Parmi les effets incertains, on ne peut pas écarter des turbulences sociales plus ou moins graves. Ajoutons qu'après un OUI ou un NON, le redressement des finances publiques demeurera à l'ordre du jour. La seule question qui se pose est de savoir de combien de crans il faudra se serrer la ceinture: quatre ou cinq après un OUI, deux ou trois après un NON? Faites votre choix.

## Des perles

La campagne qui s'achève a fourni une bonne récolte de « perles » rhétoriques. Il est fâcheux que « le plus grand exercice démocratique de l'histoire du Québec » ait été présenté comme une astuce par le premier ministre lui-même. On a eu « le tricheur » et « le naufrageur »; nous voici avec l'astucieux et le magicien. Guy Bouthillier, pour sa part, nous rappelle « que dans l'instantané d'un vote référendaire, il y a l'éternité qui nous interpelle » (La Presse, 7 octobre). On n'est pas loin de toujours, jamais des sermons sur l'enfer de nager. Auparavant, Pierre Graveline soutenait que voter en faveur de la souveraineté est une obligation morale (Le Devoir, 26 janvier 1995). Je conviens que voter est une obligation morale, mais je pense que l'on peut voter non, sans devoir s'en confesser. Je ne pense pas non plus que nous sommes appelés à notre « dernier rendez-vous collectif ». Le 30 octobre ne marquera pas la fin de l'histoire. C'est probablement Mme Andrée

Ferretti qui emporte la palme des sommations. Dans une lettre ouverte à M. René-Daniel Dubois, elle écrit: « Se pourrait-il que tu sois devenu un pète-sec de l'intelligence, un arc-bouté sur le confort de l'insignifiance, un renieur à gages de notre histoire et de sa logique? » M. Dubois répond, en substance, qu'il n'entend pas se soumettre à ce genre de chantage et manoeuvrer, sur commande, la « pompe à tremolos ». Mme Ferretti ne donne guère envie d'embarquer dans sa chaudière.

En réponse à Laurent Beaudoin, PDG de Bombardier, qui s'était prononcé pour le NON, Yvon Martineau, président d'Hydro-Québec, dénonçait « l'alliance irrespectueuse de la peur et du rapetissement » (Le Soleil, 27 septembre). Ben! Quand on est président d'Hydro-Québec, on n'a guère de raison d'avoir peur de la séparation, comme ne disent pas les péquistes. De toute façon, quand on nage dans ces eaux-là, OUI ou NON, on aura une prime de séparation.

Quant au « rapetissement », à part les Cris et Brigitte Bardot, il n'y a guère de danger non plus pour Hydro-Québec. Par -30° C, faut Hydro.

Parler « d'irrespect » à propos de la peur qu'éprouvait le citoyen moyen, c'est précisément de l'irrespect. Les petits NOMS ont tout à fait raison d'entretenir quelque peur vis-à-vis de la sécession. Je connais plusieurs petits NOMS qui n'auront pas réussi, dans toute leur vie, à se ramasser la moitié des primes de séparation des gros NOMS.

Comme il fallait s'y attendre, la Société des alcools du Québec et Loto-Québec, à l'exemple d'Hydro-Québec, rompaient elles aussi avec le Conseil du patronat du Québec, par respect pour leur clientèle, elles aussi, et à titre de protestation contre le NON de Bombardier. Ce respect soudain pour la clientèle nous paraît décrié. On va boire OUI, on va gratter OUI, on va motoneiger comme avant.

Comment imaginer que MM. Beaudoin et Martineau se retrouvent prochainement autour d'une même table? Ils le feront bien. L'argent n'a pas d'odeur, comme disait l'inventeur des vespasiennes.

Nous répétons que le 30 octobre, nous ne serons pas plus avancés, et si nous ne sommes pas (encore) séparés, il est tout à fait sûr que nous serons plus divisés que jamais. Une partie de la population veut se faire donner le mandat de dépouiller l'autre partie d'un bien auquel elle tient viscéralement: sa citoyenneté. Saint Paul, tout juif qu'il était, tenait, lui aussi, à sa citoyenneté romaine.

Quelle que soit la répartition des OUI ou des NON, en regard d'un choix aussi grave, aussi divisif, il ne sera pas facile de gouverner. Il ne s'agira plus, en effet, d'avoir un nombre majoritaire de députés à l'Assemblée nationale. Il s'agira de gouverner entre 40% ou 50% des citoyens. Et non pas selon une modalité de la vie publique (augmentation des taxes, regroupement d'institutions, etc.), mais sous une forme nouvelle d'existence. Enfin, il ne s'agira pas d'une situation provisoire et réversible. Un adolescent peut quitter la maison et y revenir; mais un État ne peut pas faire son baluchon et revenir chez le bonhomme cinq ans après.

Il n'est pas vrai que le fédéralisme est un concept (et une pratique) univoque. Le Parti québécois piège le citoyen-électeur en braquant la vie politique sur l'alternative sécession ou statu quo. Une réorganisation du pouvoir fédéral serait possible, notamment par la création de cinq grandes régions qui décideraient d'un nouveau pacte fédératif et d'une répartition différente des pouvoirs entre le gouvernement central et ceux des régions en question. La condition préalable serait l'émergence de forces politiques correspondantes dans les régions. Ces régions sont bien connues; elles sont le fait de la géographie et de l'histoire.

Le malheur, c'est que le débat politique est confisqué par la « question du Québec ». Au Québec même, le débat est enfermé dans l'alternative réductrice créée par le Parti québécois. Tout se passe comme s'il n'y avait pas de solution de rechange. Et pendant ce temps, on escamote des problèmes autrement plus sérieux pour la vraie vie du vrai monde.

Nous sommes conscients de n'avoir pas relevé beaucoup d'effets positifs résultant d'un OUI majoritaire. Les raisons en sont que les savantes études qui devaient faire la lumière dessus ont été retournées à leurs auteurs avant diffusion. Nous n'avons pas les moyens d'y suppléer. Reste l'histoire récente des pays qui ont opté pour l'indépendance par proclamation unilatérale, après négociations ou même après une guerre. Depuis l'indépendance de l'Algérie, par exemple (1962), quelle république nouvelle a fait le bonheur de ses citoyens?

Tout ça pour dire que le 30 octobre, nous votons NON.

Le choix n'aura pas été facile. Nous sommes deux vieux, mais nous avons (encore) le droit de vote. Nous avons attrapé la « fièvre obsidionale ». Ben! Dans une société « assiégée » par elle-même, comment éviter le rhume? Dieu sait pourtant que nos derniers mois sous la lune ne seront guère affectés par le résultat de cette opération.

# Un référendum de tranchées



MICHÈLE GUIMET

Tous les soirs, le député Camille Laurin fait du porte-à-porte dans son comté de Bourget. Tous les soirs, il grimpe des marches, frappe à des portes, se présente et essaie de convaincre des indécis. Même s'il a 73 ans, il arpente son quartier, bloc par bloc, maison par maison.

Ses adversaires aussi. Parce que c'est là, sur le terrain, que le référendum va se gagner.

« Quand les sondages sont à égalité, en bout de piste, c'est la machine qui fait la différence », explique Clermont Côté, le directeur de l'organisation du comité national du OUI.

« On a beau avoir toutes les stratégies qu'on voudra, c'est sur le terrain que les élections se gagnent », affirme de son côté le directeur général du Bloc québécois, Bob Dufour.

Jamais les sondages n'ont été aussi serrés et le suspense aussi grand. Les deux camps sont pratiquement à égalité depuis deux semaines, du jamais vu, précise Jean-Marc Léger, président de la maison de sondages Léger et Léger.

En 1994, le Parti québécois avait récolté 44,75 p. cent des suffrages et le Parti libéral 44,40 p. cent. À peine 13 744 voix séparaient les deux partis. Sur quatre millions d'électeurs.

Cette année, le même scénario risque de se répéter.

Le référendum va se jouer sur deux points de pourcentage, si on se fie au dernier sondage CROP qui met le OUI à 49 p. cent et le NON à 51 p. cent. Et deux points, c'est environ 80 000 personnes, note le sociologue Pierre Drouilly.

« Si vous répartissez ces 80 000 personnes sur les 20 000 sections de vote des 125 circonscriptions, dit-il, ça fait une moyenne de quatre votes par section. »

« Environ 10 p. cent des électeurs ne sont pas encore branchés, explique Jean-Marc Léger. Ils sont indécis ou leur vote n'est pas solide, c'est-à-dire qu'ils peuvent encore changer d'idée. Ça représente à peu près 500 000 personnes. C'est très peu. »

« À la veille de l'élection de Jacques Chirac, en France, ajoute-t-il, seulement 55 p. cent des gens disaient que leur choix était définitif. Règle générale, que ce soit en Angleterre, en France ou au Québec, 70 p. cent des électeurs affirment qu'ils ne changeront pas d'idée à la veille d'un scrutin. Aujourd'hui, c'est 90 p. cent des gens qui assurent que leur choix est arrêté. C'est exceptionnel. »

Ce sont ces 10 p. cent de gens « non branchés » qui vont faire la différence entre une victoire ou une défaite. Bref, c'est un référendum de tranchées qui se gagne pouce par pouce, bloc par bloc, maison par maison.

## La chasse aux indécis

Les indécis sont littéralement traqués par les comités du OUI et du NON : on les appelle une, deux et même trois fois — c'est l'opération pointage —, on va cogner à leur porte et on essaie de les convaincre. Ce sont eux qui vont faire pencher la balance et les deux camps le savent.

« On a une dizaine d'équipes qui font du porte-à-porte tous les soirs pour aller voir les indécis identifiés par le pointage », affirme Michel Goyer, directeur de l'organisation du



Le député de Bourget, Camille Laurin, fait du porte-à-porte dans son comté. On le voit en présence d'un électeur, Yanick Bloomer. Au fond, on aperçoit sa directrice de campagne, Doris Morris.

OUI dans Vimont. C'est un comté chaud que le député péquiste David Cliche a perdu en 1989 parce que son organisation était déficiente. En 1994, il a compris la leçon. Il a quadrillé sa circonscription et il a arraché la victoire par 128 voix.

« Dans une élection, le travail de terrain se fait beaucoup par le candidat qui doit arpenter chaque pouce carré de son comté. Il doit être partout, soutient Clermont Côté, l'organisateur du comité national du OUI. Dans un référendum, c'est une idée qu'on défend et il peut y avoir des dizaines d'équipes qui font des rencontres, du porte-à-porte, des assemblées de cuisine, de la distribution d'information et du pointage. Dans un référendum, ce travail est plus important que dans une élection. »

« Dans une élection, on élit 125 candidats, explique de son côté Pietro Perrino, directeur des opérations pour le comité national du NON. Dans un référendum, c'est comme si on avait un seul grand comté et 125 sections de vote. »

Pietro Perrino s'en tient à une stratégie classique qui a fait ses preuves

dans le passé. « Je ne réinvente pas la roue, dit-il. Dans toute élection, il y a trois étapes importantes. Il faut s'assurer que tous nos sympathisants sont bien inscrits sur la liste électorale, il faut les identifier en faisant du pointage et il faut faire sortir le vote. »

Même s'il n'y a pas de candidat dans un référendum, toute l'organisation de la campagne se fait à partir des circonscriptions et dans certaines d'entre elles, la lutte est très chaude.

Dans Crémazie, par exemple, le comté du ministre des finances, Jean Campeau, qui a remporté la victoire avec seulement 400 voix de majorité en 1994, les comités du OUI et du NON travaillent d'arrache-pied et traquent les indécis.

« On fait du porte-à-porte ciblé plutôt que général comme en 1994, explique le directeur des opérations de la campagne du OUI dans Crémazie, Marcel A. Dupont. Il y a 37 000 électeurs dans le comté. On ne peut pas tout faire alors on va vers l'essentiel, c'est-à-dire les indécis. Crémazie n'a jamais été un comté facile. On a beaucoup d'allophones et de personnes âgées. »

Dans Vimont, le comité du NON ignore les détails. Les organisateurs ont réussi à faire installer des bureaux de scrutin dans les trois plus importantes résidences pour personnes âgées, qui sont traditionnellement plus fédéralistes que souverainistes.

« On a dû fighter pas mal fort là-dessus, assure Martin Fradet, l'organisateur du NON dans Vimont. Dans ces trois résidences, il y a 1000 personnes et en 1994, David Cliche a remporté le comté par seulement 128 voix. »

« Quand c'est très serré, le souci du détail devient important, souligne Clermont Côté. Il faut s'assurer, par exemple, que tous ceux qui travaillent pour nous le jour du scrutin sont allés voter par anticipation. »

Les troupes du OUI sont gonflées à bloc par l'effet Bouchard et les sondages ; mais, précise Pierre Drouilly, il faut se méfier. Elles sont peut-être plus présentes et plus bruyantes sur le terrain, mais le Parti québécois a tendance à « gagner ses campagnes et perdre ses élections. »

Quant au vent de panique qui souffrait sur le camp du NON, Pietro Perrino n'en a cure. « Les seuls qui parlent de panique sont Lucien Bouchard et Jacques Parizeau, réplique-t-il. Moi, je ne le sens pas. De toute façon, le vote fédéraliste est toujours sous-estimé dans les sondages. Même les Drouilly de ce monde doivent le reconnaître. »

Pendant que les Canadiens débarquaient à Montréal pour dire aux Québécois qu'ils les aiment, Camille Laurin continuait à faire son porte-à-porte. Lundi soir, il a croisé un vieux monsieur dans la rue qui lui a dit qu'il était « indécis ben raide ». Camille Laurin lui a longuement vanté les mérites de la souveraineté, en fumant cigarette sur cigarette.

Lundi, le OUI et le NON mettront leur formidable machine en marche pour faire sortir le vote. Environ 200 000 personnes, dont une grande partie sont des bénévoles, travailleront pour les deux camps, vérifiant scrupuleusement si leurs sympathisants sont allés voter.

C'est comme ça aussi qu'une élection se gagne.

## 1980 et 1995 : deux campagnes bien différentes



YVES BOISVERT

Quelle qu'en soit l'issue, le référendum de lundi a peu à voir, de l'avis quasi unanime, avec celui du 20 mai 1980.

« La principale différence avec le référendum de 1980, c'est qu'on est 15 ans plus tard ! » dit Claude Morin, dont le goût pour les formules terre à terre ne s'est pas démenti.

Celui qui fut ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes dans le cabinet de René Lévesque, et qui a inspiré la fameuse question de 1980, met en relief l'histoire constitutionnelle des 15 dernières années, celle du rapatriement, du beau risque, de Meech et de Charlottetown, comme une épave au pied du camp du NON.

« L'intervention massive des big shots d'affaires dans la campagne du NON n'a pas eu l'impact qu'ils croyaient », ajoute M. Morin, qui pense que le NON a mené une campagne essentiellement négative, contrairement à 1980. « Ce fut cette année la défense du fédéralisme tel qu'il est, tandis que le OUI, au point de vue de l'image, a misé sur l'espoir », dit-il.

« Je me souviens qu'en 1980, on savait que Trudeau interviendrait et ça m'inquiétait beaucoup. Là, Chrétien intervient, et ce n'est pas inquiétant du tout. »

Même s'il refuse de critiquer la stratégie du OUI cette année, M. Morin croit encore que la question du référendum de 1980 était la bonne. « Avec cette question aujourd'hui, ça

aurait passé comme une balle ! » dit-il. Il se refuse toutefois à faire un pronostic public à quelques jours du vote.

« Les deux dernières semaines, en 1980, on savait très bien qu'on allait perdre. C'était épouvantable. Lévesque disait : 'Ça ne va pas très bien, mais tout d'un coup...' »

Le sénateur Jean-Claude Rivest, qui était député libéral provincial en 1980, voit cette année un débat beaucoup moins « simpliste », moins rempli d'émotivité.

« J'ai circulé beaucoup dans les cégeps et dans les universités, et je suis frappé de voir la maturité du débat. On se demande comment ça marcherait, ou pas, on se pose des questions sur l'ALENA, le dollar, etc. » dit M. Rivest.

« En 1980, la question promettait un deuxième référendum, et c'a donné une force de départ au OUI. Plusieurs personnes disaient : on va voter OUI, et NON au deuxième référendum. Mais 15 jours avant le vote, le débat était : Québec vs Canada, tout simplement. »

« La séquence était la même cette année, et on est revenu à ce choix fondamental. Avec cette différence, toutefois qu'aujourd'hui les indécis se demandent : est-ce qu'il va y avoir du changement ? »

### M. Chrétien a compris

« En 1995, ce qui est un lourd handicap pour le NON, ce sont les échecs constitutionnels répétés », dit M. Rivest.

« Moi, je suis profondément convaincu que M. Chrétien, sachant que l'opinion publique canadienne a changé, voudra faire des changements. Il a compris, peut-être tard, mais il a compris qu'il faut reconnaître le Québec. Pendant les négocia-

tions sur Meech, je faisais des discours privés où je disais aux hauts fonctionnaires de partout au Canada : si Meech ne passe pas, c'est la meilleure façon de faire renaître le mouvement souverainiste. Et c'est ce qui s'est passé ! »

« Personne dans le camp souverainiste ne pouvait sérieusement prétendre en 1980 que le Canada ne se renouvellerait pas ; il n'y avait pas le début de la moindre preuve, à l'époque », dit le politologue Daniel Latouche, qui fut conseiller de René Lévesque jusqu'en février 1980. « Les fédéralistes avaient le beau et le bon bout du bâton. »

« Et puis, le Livre beige des libéraux de Claude Ryan, ça contenait une vision, ça faisait le point sur 15 ans de réflexion. De notre côté, le Livre blanc sur la souveraineté-association, ça évoquait les ancêtres et tout le reste, ça faisait très cul-cul. »

« En 1980, tout le monde au Canada anglais, comme ici, n'avait qu'une obsession : reconstruire le Canada. J'ai passé l'année dans des colloques, des rencontres partout au Canada, à l'époque. Cette année, j'ai reçu une invitation, d'Alberta... »

« La deuxième chose, cette année, c'est que le clivage gauche-droite n'est plus le même. En 1980, vous aviez quelques syndicats qui y allaient d'un 'OUI critique'. Plusieurs gauchistes disaient que le OUI était le projet de la petite-bourgeoisie francophone, etc. Et puis Trudeau, ce n'était pas exactement Newt Gingrich ! Le Canada était à l'avant-garde. Toutes les réformes du Parti québécois n'étaient que du rattrapage par rapport à d'autres provinces. »

Les sondages ne permettent pas de conclure sur l'issue du vote, dit M. Latouche, qui ne croit pas que le OUI a « changé » sa stratégie en mettant

Lucien Bouchard à l'avant-scène. « Je ne pense pas qu'ils aient trouvé ça tout d'un coup, que Lucien Bouchard est plus populaire que Jacques Parizeau ! »

« En 1980, au début du mois de mai, je me souviens d'avoir dit à Lévesque : monsieur le premier ministre, vous perdez 1,5 point dans le vote chaque semaine. Il m'a répondu : Et puis, qu'est-ce que vous suggérez que je fasse ? Effectivement, il n'y avait rien à faire. Je ne connais pas d'exemple d'une campagne électorale qu'on a reviré de bord avec succès après lecture de sondages. Une fois que la campagne est commencée, c'est trop tard. »

Le consultant Pierre Pettigrew, chef de cabinet de Claude Ryan en 1980, croit que cette année, « les contributions intellectuelles ont été beaucoup plus fortes pour le NON, alors que c'était le contraire en 1980. » Il observe que plusieurs ministres péquistes étaient de grands technocrates (Jacques-Yvan Morin, Claude Morin, Jacques Parizeau, etc.) propres à inspirer confiance. Il ne voit pas l'équivalent maintenant.

« Par contre, des gens qui se sentent fragiles économiquement, et qui trouvaient du réconfort dans la solidarité canadienne, semblent se dire en 1995 qu'ils n'ont plus rien à perdre, ce qui est une immense erreur, étant donné qu'on a un PIB inférieur à la moyenne canadienne. »

« Finalement, note-t-il, le débat a porté sur la souveraineté en 1980 même si la question était sur un mandat de négocier, alors qu'en 1995, c'est sur la souveraineté, et la campagne insiste sur le mandat de négocier ! »

Celle qui a frappé la formule « le Canada est mon pays, le Québec est ma patrie », reprise par le premier ministre Chrétien cette semaine,

Mme Solange Chaput Rolland, est de ce ton de la campagne présente.

« Il y avait moins de difficultés économiques à l'époque, et il me semble qu'il y avait plus de conviction. On n'est pas tellement emballé par ce qu'on voit en ce moment. Il y avait en 1980 une sorte de chaleur, de respect pour les uns et les autres », dit-elle.

Le politologue Vincent Lemieux remarque d'abord la différence des leaders. « L'effet Bouchard n'est pas construit sur la promesse d'un partenariat, dit-il. Les gens n'y croient pas beaucoup. »

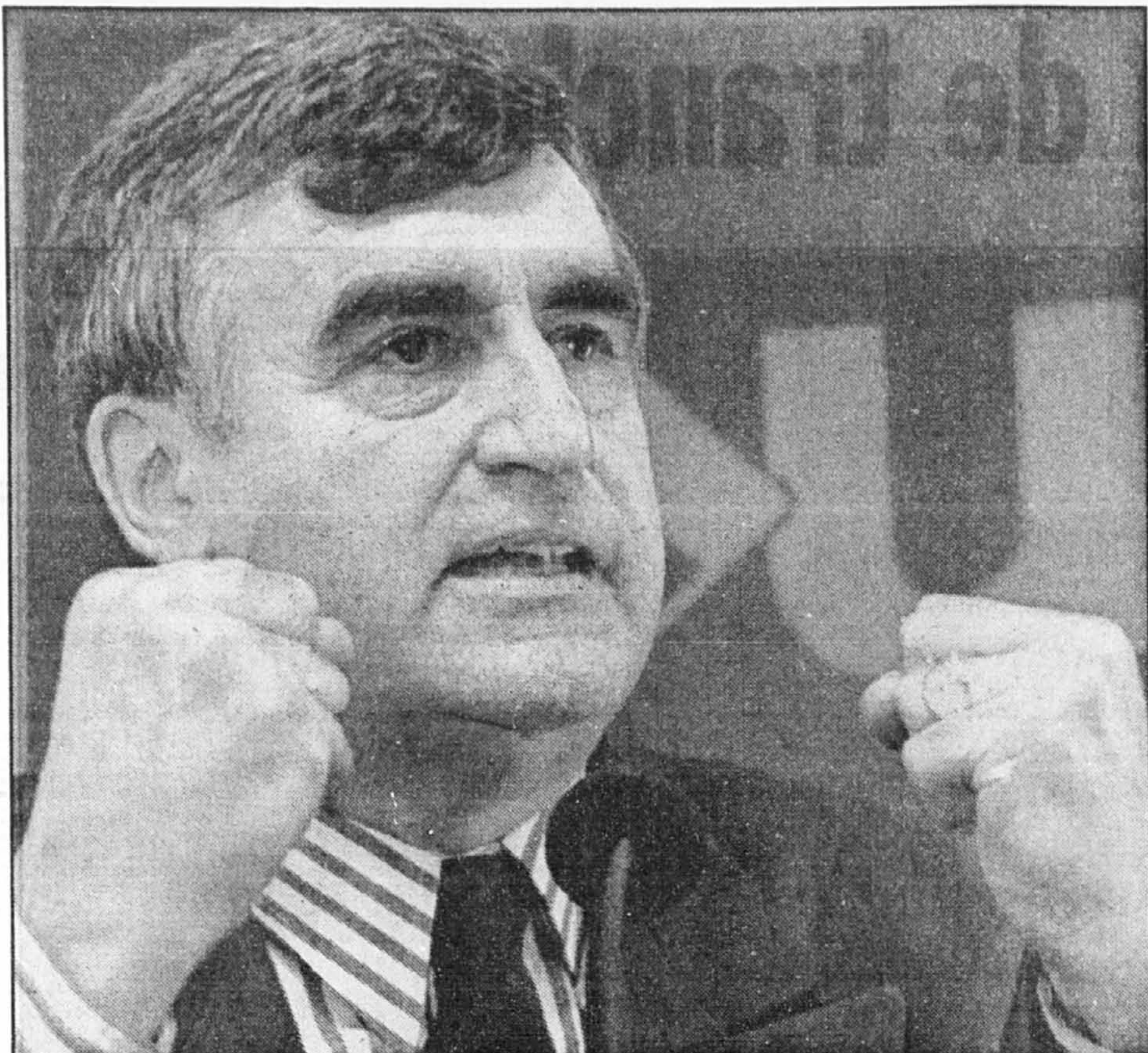
« Ce que M. Bouchard réussit à recréer, en parlant de peuple, de fierté, c'est une partie de l'émotion au moment de Meech, ce sentiment d'humiliation de bien des Québécois. M. Parizeau ne peut provoquer cette émotion, car il n'a jamais cru à Meech et a lutté contre cela. Mais M. Bouchard l'a défendu, et il y est identifié. »

« La crédibilité de M. Bouchard est plus grande. Il pouvait exploiter le rapatriement de 1982, mais dans la population, personne ne se souvient de ça, sauf les spécialistes. Dans l'ensemble de la population, ce qui a été ressenti comme une humiliation, c'est l'entente avortée du lac Meech. »

M. Lemieux observe que le leader le plus populaire en 1980 était de loin Pierre Elliott Trudeau, même face à René Lévesque. Lévesque était plus populaire que Claude Ryan, chef du NON, mais à 40 p. cent contre 30 p. cent.

Enfin, le politologue de l'Université Laval observe que la moyenne des quatre derniers sondages effectués pendant la campagne de 1980 donne 42,8 au NON et 38,5 p. cent au OUI. Le résultat, rappelons-le, fut de 59,9 p. cent pour le NON et 40,1 p. cent pour OUI.

# RÉFÉRENDUM 95



L'intronisation de Lucien Bouchard comme porte-parole du camp souverainiste et négociateur en chef du Québec a relancé le camp du OUI. Pendant ce temps, le camp fédéraliste, Daniel Johnson en tête, s'enfonçait dans le seul axe stratégique choisi : NON à la séparation et guerre des chiffres.

## Et si l'improbable victoire du OUI se produisait ?

**PIERRE DROUILLY**  
département de sociologie  
Université du Québec à Montréal

Une stratégie est d'autant plus efficace qu'elle demeure cachée. Elle est aussi d'autant plus efficace qu'elle est complexe. Elle est enfin d'autant plus efficace qu'elle est inattendue et qu'elle surprend l'adversaire. Le camp du NON nous a fourni, lors de cette campagne référendaire, une grande indigence de pensée stratégique. En effet, dès la fin du mois d'août, le camp fédéraliste a établi un seul axe stratégique : NON à la séparation et guerre des chiffres pour dire que le projet souverainiste constitue une menace à la sécurité économique des Québécois. Avec une argumentation aussi monocorde, et donc aussi monotone, il a fallu rapidement monter le ton pour capter et maintenir l'attention des électeurs : cela a donc donné des déclarations de plus en plus fracassantes, qui ont culminé avec le million d'emplois menacés si le OUI gagne.

Il existe quand même des façons honorables de défendre le fédéralisme, qui sur le plan des principes est un régime politique éminemment respectable. Il existe aussi des façons honorables de défendre le Canada « qui n'est quand même pas le goulag », comme le disait René Lévesque. Il devrait donc exister des façons dignes de convaincre de voter NON. Ce n'est pas l'attitude que le camp du NON a adoptée au cours de cette campagne référendaire. Le discours purement économiste des dirigeants fédéralistes est typique des élites néo-libérales, qui ne comprennent toujours pas l'importance du symbolique pour assurer la cohésion des sociétés. Le camp du NON en paye aujourd'hui le prix.

À partir des premiers sondages qui annonçaient une défaite sévère pour le OUI, le camp du NON s'est lancé dans une opération d'écrasement de l'adversaire, croyant tenir là la recette d'une victoire historique sur le mouvement nationaliste. Il a par le fait même amené les souverainistes à réviser en profondeur leur propre stratégie, elle aussi fondée sur un discours trop économiste, et donc trop défensif. Sur le terrain économique, ceux qui proposent un changement ont toujours le fardeau de la preuve, et celle-ci est pratiquement impossible à administrer.

### Si l'improbable ?

Aujourd'hui, en fin de campagne, les sondages indiquent une remontée spectaculaire, et inattendue, du OUI, qui donne à rêver aux souverainistes. Et si l'improbable se produisait ? Et si l'imprévisible victoire du OUI survenait ? Comment expliquer ce revirement soudain de l'opinion publique ?

Au début de la campagne référendaire, c'est-à-dire depuis le dépôt de la question jusqu'à la fin septembre, les sondages indiquaient clairement que le OUI se dirigeait vers une défaite sévère : il obtenait environ 39 % des intentions de vote déclarées, contre 45 % environ pour le NON. Avec une répartition réaliste des répondants discrets (c'est-à-dire 25 % d'entre eux pour le OUI et 75 % pour le NON), cela anticipait une défaite du OUI avec environ 42 % des voix. Nous l'avons écrit, c'était le pire scénario que l'on pouvait envisager pour le OUI : une sorte de répétition de ce qui s'était passé en 1980. Notre analyse était fondée sur les tendances lourdes de l'opinion publique depuis un

### Sondages référendaires depuis le dépôt de la question

	N	Résultats bruts			Pondération proportionnelle		Pondération réaliste	
		Non	Oui	Discrets	Non	Oui	Non	Oui
Léger & Léger (8/9)	959	42,9	43,8	13,3	49,5	50,5	52,9	47,1
Som (12/9)	1003	45,0	37,0	18,0	54,9	45,1	58,5	41,5
Compas (14/9)	500	40,0	36,0	24,0	52,6	47,4	58,0	42,0
Créatec (19/9)	1004	46,2	38,8	15,0	54,4	45,6	57,5	42,6
Décima (25/9)	750	41,9	40,3	17,8	51,0	49,0	55,3	44,8
Crop (25/9)	2020	47,0	39,0	14,0	54,7	45,3	57,5	42,5
Som (25/9)	1820	48,0	39,0	13,0	55,2	44,8	57,8	42,3
Angus Reid (27/9)	1000	45,0	41,0	14,0	52,3	47,7	55,5	44,5
Léger & Léger (28/9)	1006	45,1	43,8	11,1	50,7	49,3	53,4	46,6
Lepage / P.Q. (29/9)	1369	45,7	44,3	10,0	50,8	49,2	53,2	46,8
Léger & Léger (4/10)	1015	43,7	42,9	13,4	50,5	49,5	53,8	46,3
Lepage / P.Q. (9/10)	1285	42,0	45,0	13,0	48,3	51,7	51,8	48,3
Créatec-PLQ (11/10)	470	48,8	43,2	8,0	53,0	47,0	54,8	45,2
Léger & Léger (12/10)	1002	42,4	45,0	12,6	48,5	51,5	51,9	48,2
Gallup (12/10)	1013	43,0	39,0	18,0	52,4	47,6	56,5	43,5
Som (16/10)	981	43,4	42,9	13,7	50,3	49,7	53,7	46,3
Crop (16/10)	1151	42,6	43,6	13,8	49,4	50,6	53,0	47,1
Angus Reid (18/10)	1012	43,6	45,4	11,0	49,0	51,0	51,8	48,2
Léger & Léger (20/10)	1005	42,2	45,8	12,0	48,0	52,0	51,2	48,8
Crop (23/10)	1072	42,2	44,5	13,3	48,7	51,3	52,2	47,8
Angus Reid (25/10)	1029	40,0	44,0	16,0	47,6	52,4	52,0	48,0
Som (25/10)	1115	40,0	46,0	14,0	46,5	53,5	50,5	49,5

Infographie La Presse

an, et les sondages confirmaient que celles-ci, une fois de plus, prédominaient.

Depuis le printemps dernier, on pouvait dire que le référendum se jouerait sur l'un ou l'autre de deux pôles opposés. D'une part, tous les sondages depuis un an indiquaient que sur une question portant sur l'indépendance du Québec (ou sur la « séparation », pour utiliser le terme si cher aux tenants du NON), la réponse des Québécois serait NON dans une proportion voisine de 60 % (Notons quand même que cela représente environ 50 % du vote des francophones pour le OUI). D'autre part, ces mêmes sondages indiquaient aussi clairement deux choses. En premier lieu, qu'il existait un très fort consensus en faveur d'un accroissement des pouvoirs du Québec dans une nouvelle entente constitutionnelle reconnaissant le caractère distinct de la société québécoise. D'autre part, ces mêmes sondages indiquaient aussi qu'une bonne majorité de Québécois étaient convaincus qu'un jour le Québec serait souverain.

À ces deux axes porteurs de l'opi-

nion publique qui indiquaient un fort désir d'autonomie, se greffaient deux hypothèses majeures : les Québécois manifestaient un fort sentiment d'attachement au Canada, et ils étaient en majorité convaincus de la possibilité de réformer le Canada dans le sens des revendications traditionnelles du Québec. Ces deux contraintes nous ont toujours semblé l'explication première du plafonnement de l'option indépendantiste.

Le virage amorcé par le mouvement souverainiste au printemps dernier, avec son projet de souveraineté-partenariat, allait dans le sens des aspirations de la majorité : encore là, les sondages révélaient que la souveraineté-association a toujours été une option très populaire pour une large majorité de Québécois. Mais cette option se révélait fragile dès lors que pesaient encore contre elle les deux hypothèses de l'attachement au Canada et de la croyance en la réforme possible du fédéralisme canadien. C'est pour cela que nous avons toujours dit que la victoire d'un OUI était très problématique : il aurait suffi aux fédéralistes de promouvoir po-

sitivement le Canada et de s'ouvrir un peu aux demandes du Québec (comme Mulroney l'avait fait lors de l'accord du lac Meech), pour que l'option souverainiste se retrouve ramenée au noyau dur des indépendantistes, et soit battue à plate couture.

### Présenter le Canada

Fort heureusement pour les souverainistes, le camp du NON n'a pas su, ou n'a pas pu, exploiter les deux voies qui s'offraient à lui. D'une part, au lieu de défendre une certaine vision du Canada (ce que faisait Pierre Trudeau), ils ont présenté ce pays comme un tiroir-caisse ou un REER : voter OUI c'était perdre un passeport, une citoyenneté, une monnaie commune, le G7, des échanges commerciaux, l'ALENA, les quotas de lait, etc.

D'autre part, les dirigeants fédéralistes, et Jean Chrétien en tout premier lieu, fermaient toutes les portes à toute idée de réforme du fédéralisme : pas de société distincte, pas de fédéralisme asymétrique, pas de statut particulier. Et les premiers ministres

provinciaux reprenaient le même refrain en coeur. Si maintenant, depuis une semaine, le camp fédéraliste, tant au Québec qu'au Canada, multiplie des signes d'ouverture, et des gestes symboliques d'affection envers le Québec, cela apparaît à bien des égards comme le résultat d'une certaine panique devant un résultat de plus en plus problématique pour le camp du NON. Mais c'est sans doute « trop peu, trop tard ».

Au niveau de l'opinion publique, le OUI amorçait une remontée dès le début octobre, pour se situer maintenant au-dessus de 45 % en termes bruts : même avec une répartition prudente des répondants discrets, cela situe le OUI au niveau de 48-49 %. L'intronisation de Lucien Bouchard comme porte-parole du camp souverainiste et négociateur du Québec, ne pouvait que renforcer et amplifier ce mouvement. Car ce qui est important ce n'est pas tant le niveau atteint par chacune des options, que le mouvement qui se dessine. De ce point de vue, le OUI fait des gains continus depuis maintenant quatre semaines : si cette progression se poursuit jusqu'au dernier jour, tout devient possible. Et comme la proportion de répondants discrets demeure à peu près constante, cela signifie qu'il ne s'agit pas d'un changement de comportement des répondants discrets, mais que le OUI fait des gains sur le NON.

Il n'est pas question ici de jouer les devins, et d'essayer de prédire un résultat qui demeure de toute façon très aléatoire. On ne peut que repérer des baisses d'interprétation des sondages.

Ce qui laisse croire que le OUI peut l'emporter, c'est sa progression continue depuis un mois. Mais ce sont aussi d'autres informations fournies par les sondages. Ainsi le dernier CROP-La Presse nous apprend que maintenant une petite majorité de Québécois pense que le OUI va gagner, et qu'une majorité souhaite qu'il gagne, ce qui n'était pas le cas dans les sondages précédents. Mais surtout une forte majorité des répondants de ce sondage (51 % contre 29 %) estime que le reste du Canada acceptera de négocier un nouveau partenariat avec le Québec au lendemain d'un OUI, et cette majorité est en augmentation par rapport aux sondages précédents. Cela indiquerait que de plus en plus d'électeurs se prononceraient sur la souveraineté-partenariat, et non pas sur la séparation du Québec comme l'auraient voulu les fédéralistes. En ce sens, on peut dire que le camp du OUI a gagné la campagne électorale, puisqu'au début de celle-ci, les sondages reflétaient plutôt l'état de l'opinion publique vis-à-vis de l'indépendance, alors qu'en fin de campagne les sondages reflètent de plus en plus l'état de l'opinion publique face à la souveraineté-partenariat, ce qui explique la progression du OUI dans ces sondages.

### La prudence

Ce qui nous rend prudents, par contre, dans l'anticipation d'une victoire du OUI, c'est qu'il existe toujours une possibilité que le jour du vote un certain nombre d'électeurs, qui aujourd'hui manifestent une intention de vote pour le OUI, se rabattent finalement dans le camp du NON, suivant ce que l'on appelle « la prime de l'urne », et dont l'histoire électorale récente du Québec nous a donné tant d'exemples en faveur des options fédéralistes. Et ce phénomène n'est pas à confondre avec le problème de la répartition des indécis.

## RÉFÉRENDUM 95

## Un bruyant message d'amour pour les Québécois

MARIE-CLAUDE LORTIE

« Moi, je vais retourner à Vancouver et je vais dire à mes amis : donnons-leur tout ce que nous pouvons parce qu'il faut que le Québec reste au Canada. Si le Québec n'est plus là, nous n'aurons plus de Canada », explique Brian Sieben, un étudiant de 28 ans, qui a profité du « tarif Unité » de la compagnie aérienne Canadien, pour être de la manif du camp du NON, hier midi.

Une jeune fille l'interrompt. « Tu es de Colombie-Britannique ? Moi je suis de Terre-Neuve. Comment vas-tu ? »

Un très grand nombre des quelques dizaines de milliers de manifestants qui étaient place du Canada hier midi pour exprimer bruyamment aux Québécois leur amour pour un Québec ancré au sein du Canada, venaient de toutes les régions du pays.

Certains ont profité de tarifs aériens spéciaux, d'autres ont vu leur entreprise leur donner congé et nolisé des avions entiers pour les encourager à venir à la fête. Certains sont venus par autocars nolisés ou ont profité de tarifs ferroviaires spéciaux, tandis que des familles ont tout simplement choisi de prendre une journée à leur frais pour venir en voiture.

Les premiers ministres de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Nouvelle-Écosse étaient présents.

Partout flottaient des drapeaux du



PHOTO CHRISTIAN GUAY, La Presse

Laura Simpson, de Cobourg, Ontario.



PHOTO CHRISTIAN GUAY, La Presse

Fred et Ann Bradley, de Pickton, Ontario.



PHOTO CHRISTIAN GUAY, La Presse

Jean Arpin, de Montréal

Québec, du Canada, mais aussi de différentes provinces canadiennes, brandis fièrement par ces visiteurs de la dernière heure.

« Je suis venue en avion mais beaucoup de gens chez nous ont pris l'autocar », explique Pat Mella, chef de l'opposition conservatrice à l'Île-du-Prince-Édouard. « J'ai peur, mais je reste optimiste. C'est sûr que je comprends les Québécois de ne pas trouver les événements du passé très encourageants. Mais la décentralisation devra arriver de toute façon », explique-t-elle.

« Est-ce que je suis fâchée contre Clyde Wells ? Oui ! »

Plus loin, une délégation de la Nouvelle-Écosse écoute le discours de Daniel Johnson, chef du Parti libéral du Québec. « Moi j'ai peur pour lundi, explique Anne Wanstall. Et ce qui m'énerve, c'est que si on en est là et s'il y a eu tant de problèmes constitutionnels dans le passé, ce n'est même pas à cause de nous, c'est à cause des politiciens. C'est de leur faute s'ils ont mal négocié. »

Derrière Mme Wanstall, des jeunes

dansent, en faisant virevolter des drapeaux du Canada et du Québec. Certains ont des feuilles d'érable et des fleurs de lys peintes sur le visage. D'autres portent un chandail arborant les deux emblèmes superposés. Des rigolos ont même préparé une banderole implorant les Québécois de continuer à donner une raison d'être aux biscuits en feuille d'érable. D'autres ont peint une carte du Canada, avec un gros cœur à la place du Québec et un message : « Laissons son cœur du Canada ».

« Finalement, c'est peut-être une bon-

ne chose que ce signal d'alarme ait été lancé au Canada et que les Canadiens se soient réveillés comme on le voit aujourd'hui », commente Isabel Pereira, en regardant la foule. Mais selon elle, le message le plus important à faire passer aux Québécois, pour que le NON gagne, est qu'on peut être à la fois pour le NON et nationaliste québécois.

Selon Suzanne Bleau, une femme d'affaires toute vêtue de rouge, il ne faut pas s'offusquer de ce mouvement soudain d'affection des Canadiens de l'extérieur du Québec. « C'est sûr que nous, au Québec, on a toujours eu besoin de parler fort, dit-elle. Mais dans le reste du pays, ils n'avaient pas eu besoin, avant, d'exprimer leurs sentiments. C'est normal. Là ils nous le montrent parce que la situation a changé et c'est extraordinaire d'avoir la chance, tous ensemble, d'exprimer notre fierté d'être Canadiens. »

Les discours s'enchaînent. Le vent, très fort, intercepte les paroles et fait danser les feuilles d'érable mortes, mais on entend très bien la foule hurler.

Des jeunes passent, vêtus du chandail du Canadien de Montréal, certains grimpent sur un monument pour mieux voir.

Dans le ciel, des avions volent en traînant des messages. « Forts fiers », dit le premier. « Reste avec nous au Canada », dit un autre.

Mais le OUI avait aussi un message d'amour volant : « Bienvenue à nos futurs partenaires », écrit dans les deux langues officielles.

## Des ministres fédéraux ont mis la main à la pâte

MANON CORNELIER de la Presse Canadienne

OTTAWA

Plusieurs ministres fédéraux ont mis la main à la pâte pour aider les citoyens de tout le pays à se rendre au ralliement en faveur de l'unité canadienne tenu hier à Montréal.

C'est lundi soir dernier que le ministre des Pêches et Océans Brian Tobin a suggéré à quelques-uns de ses collègues de se mobiliser pour favoriser la participation des citoyens au rassemblement de Montréal, a confié hier à la Presse Canadienne le ministre de l'Industrie John Manley.

Pourtant, le ministre Tobin laissait entendre mercredi qu'il s'agissait d'un mouvement populaire. « Vous avez des organisations individuelles qui, de leur propre chef, offrent aux gens les moyens d'aller à Montréal pour quelques heures afin d'afficher leur solidarité », a-t-il soutenu.

La coordination de la participation hors Québec n'a pas été laissée au hasard. Elle a été d'avantage coordonnée que ne le laissait entendre M. Tobin.

« On a discuté que peut-être moi, dans la région d'Ottawa et de Toronto, et peut-être d'autres dans d'autres régions, si on pouvait trouver des avions, voudrions venir », a indiqué M. Manley.

« On a commencé avec les ministres. Brian (Tobin) a essayé d'organiser l'Atlantique, (le ministre de l'Agriculture Ralph Goodale pour la Saskatchewan, (le ministre du Revenu David) Anderson pour la Colombie-Britannique et (le ministre du Développement des Ressources humaines Lloyd) Axworthy pour le Manitoba. Mais c'était vraiment quelque chose de dernière minute », a poursuivi le ministre Manley.

Il a tenu à souligner que la réponse du public les a pris par surprise et a dépassés leurs espoirs. La population voulait vraiment faire sa part.

Les ministres n'étaient pas les seules personnes mises à contribution. Le secrétaire aux Affaires parlementaires, Alfonso Gagliano, s'est chargé mardi d'envoyer un mémo à « tous les députés, sénateurs et personnel » pour les encourager à assister au rassemblement.

M. Gagliano s'adressait surtout aux libéraux mais même des réformistes en ont eu copie. Il ne s'agissait pas d'un geste improvisé puisque le député de Saint-Léonard demandait à ses collègues de « confirmer la présence des députés, sénateurs et ministres hors Québec à (leur) coordonnateur régional ».

Les députés d'Ottawa-Vanier Mauril Bélanger, le manitobain Reg Alcock et la néo-brunswickoise Pierrette Ringuais-Maltais assuraient cette fonction.

Le rassemblement d'hier était prévu depuis longtemps par le Comité du NON et c'est ce dernier qui l'a organisé, insistait M. Gagliano hier.

Cependant, les faits démontrent que les libéraux fédéraux ont cherché à assurer la participation des Canadiens du reste du pays.

M. Manley a souligné hier qu'ils n'ont pas eu à mobiliser les gens. Citant le cas d'Ottawa, il a soutenu que les gens ont inondé d'appels les bureaux des élus municipaux et fédéraux dès qu'ils ont entendu leur invitation à se rendre au rassemblement.



PHOTO REUTERS

Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien (à droite), le chef du NON et leader libéral à Québec, Daniel Johnson, et le chef conservateur, Jean Charest, se sont unis, hier, durant la manifestation pour le NON tenue à Montréal.

## Une manif particulièrement pacifique

ÉRIC CLÉMENT

Sans anicroche, la manifestation de dizaines de milliers de Canadiens, hier midi, sur la place du Canada, à Montréal, a été particulièrement pacifique : malgré la foule immense, la police n'a arrêté personne et les quelques échanges entre partisans du OUI et du NON ont été d'une grande civilité.

Le Service de police de la CUM avait pris les dispositions nécessaires pour que le grand rassemblement fédéraliste se déroule sans heurts. Les forces policières les plus proches de l'événement s'étaient placées autour de la place du Canada. D'autres étaient sur le qui-vive hors du quadrilatère formé d'est en ouest par les rues University et de la Montagne, et, du nord au sud, par les rues Sainte-Catherine et Saint-Antoine.

« Tout s'est très bien passé, a commenté le porte-parole du SPCUM, le lieutenant Norman Couillard, alors que la foule commençait à se disperser, vers 14 h. Seulement quelques personnes ont manqué d'air, surtout des personnes âgées, dont une qui a chuté et s'est blessée au bras. »

Une des rares interventions policières a consisté à détruire un colis suspect (une boîte de carton vide) vers 13 h 30 sur le parvis de la place Ville-Marie. Des hélicoptères survolaient le quartier et des policiers en civil veillaient au grain. Le comité pour le NON avait son propre service d'ordre formé de 250 personnes, selon Pierre Lajeunesse, un des coordonnateurs.

Les commerces de la place, notamment les banques, avaient pris des mesures de sécurité supplémentaires : des gardiens en protégeaient l'accès et certaines entrées étaient fermées. Aux abords de la place, des petits

groupes de souverainistes arboraient leurs « OUI » et discutaient ferme mais de façon correcte avec des partisans du NON, souvent anglophones. Quelques petites frictions, plus verbales que physiques, se sont tout de même produites, mais sans conséquences.

Un Franco-Américain, Marcel Provost, qui affichait ses origines (Southbridge, Massachusetts) et son option (OUI), a dit avoir fait l'objet d'« hostilités ».

Fait cocasse, un autobus de la STCUM, dans lequel se trouvaient une trentaine de policiers casqués, a été « vandalisé... » par un policier ! L'autobus était garé au coin des rues Peel et de La Cauchetière. Une publicité latérale de l'autobus, « OUI et ça devient possible », a été arrachée par le policier à la suite de plaintes de militants du NON et pour éviter des provocations. Un caméraman, qui filmait le tout, a été chahuté par un homme portant un drapeau canadien.

À côté de l'autobus, un regroupement s'était formé autour de quelques souverainistes munis d'une pancarte « Je me souviens ». Un partisan du NON un peu trop énervé a été éloigné par le service d'ordre du rassemblement fédéraliste. Après l'intervention d'un responsable du camp du OUI et une discussion civilisée avec deux policiers en civil, les souverainistes sont partis à leur tour.

Au même endroit, une équipe de télévision ontarienne (City TV News) tournait des images de partisans du NON : le caméraman et le reporter (qui avaient des drapeaux unifiés accrochés à leurs vestons) encourageaient, du geste, les jeunes Canadiens anglophones à crier leur joie pendant le tournage.



PHOTO PC

Les premiers ministres du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna (à droite), et de l'Ontario, Mike Harris, ont participé avec enthousiasme à la manifestation d'hier.

## Pas de traitement spécial pour les fonctionnaires fédéraux

La convention collective a été respectée, dit Art Eggleton

MANON CORNELIER de la Presse Canadienne

OTTAWA

Les fonctionnaires fédéraux n'ont bénéficié d'aucun traitement spécial pour assister au ralliement en faveur de l'unité nationale tenu hier à Montréal, a indiqué le président du Conseil du Trésor Art Eggleton.

Il a nié que des fonctionnaires aient eu droit à une journée spéciale de congé sans perte de salaire. Il a rappelé que la convention collective des employés fédéraux prévoyait un nombre précis de congés pouvant être utilisés au gré de chacun.

« Ils ont pu prendre un jour de vacances s'ils le désiraient », a-t-il expliqué. Chose certaine, a-t-il insisté, ceux qui ont participé au ralliement de Montréal l'ont fait « dans les règles et pratiques prévues dans leur convention collective ».

« Ce n'est pas le gouvernement fédéral qui a organisé le rassemblement », a ajouté le ministre des Affaires intergouvernementales, Marcel Massé.

« C'est un rassemblement qui est né du désir des Canadiens, à l'intérieur comme à l'extérieur du Québec, d'exprimer leur fierté envers le Canada, et ce n'est pas le gouvernement fédéral qui paie pour leur journée » a-t-il poursuivi, soulevant les cris de protestation des bloquistes.

La bloquiste Pierrette Venne est revenue à la charge en invitant le reste du Canada à montrer son affection pour le Québec en respectant la loi référendaire québécoise et la limite de dépenses qu'elle impose aux deux camps. Selon elle, les congés payés et les rabais offerts par les transporteurs devraient être comptabilisés.

Le ministre a esquivé la question, préférant répéter qu'il s'agissait d'un rassemblement spontané de Canadiens soucieux « d'exprimer leur solidarité ».

Il s'est ensuite lancé dans une envolée en faveur de l'unité nationale, insistant sur sa fierté d'appartenir à « une nation qui, lorsqu'une de ses parties devient plus vulnérable, désire aller l'aider ».

Le leader parlementaire du Bloc québécois, Michel Gauthier, est par ailleurs revenu sur les déclarations que le premier ministre Jean Chrétien a faites sur les ondes de TVA jeudi.

Lors de son passage à Monrovia, M. Chrétien a refusé de dire s'il respecterait un vote serré en faveur du OUI. Il a par contre précisé qu'un vote tout aussi serré pour le NON lui paraissait valable.

M. Gauthier a tenté d'obtenir des éclaircissements du ministre Massé mais ce fut en vain. M. Massé n'a cessé de répéter qu'il n'avait pas à s'inquiéter car il était sûr de la victoire du NON.



## L'EXPRESS POLITIQUE

### ON A MANQUÉ D'AUTOCARS

À Ottawa, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées à midi devant le bureau du premier ministre Jean Chrétien pour lancer un appel aux Québécois et livrer un message d'appui à l'unité canadienne. On a manqué d'autocars à Ottawa. Selon le député Alfonso Gagliano, 3000 personnes qui voulaient partir pour Montréal ont été obligées de rester dans la capitale. Plusieurs centaines d'entre eux se sont donné rendez-vous devant les bureaux du premier ministre Chrétien. Au milieu d'un concert de klaxons, ils ont multiplié les messages d'amitié aux Québécois. À Halifax, en Nouvelle-Écosse, environ 6000 personnes se sont regroupées au centre-ville, alors qu'à Toronto, quelques centaines de jeunes se sont retrouvés devant Queen's Park pour exprimer leur attachement au Québec et au Canada. La principale entreprise de téléphonie de la Nouvelle-Écosse offre par ailleurs cinq minutes gratuites pour tout résident de la province qui téléphonera au Québec dimanche, veille du référendum.

D'après PC

### DES MÉCONTENTIS

Les sociétés Air Canada et Canadien International ont reçu plusieurs appels de citoyens, la plupart mécontents de la politique tarifaire spéciale accordée par les deux transporteurs à l'occasion du rassemblement pour le NON hier à Montréal. Air Canada et Canadien International ont réduit de 90 % le prix de leurs billets à destination de Montréal en vue du ralliement d'hier. Chez Air Canada, Nicole Couture Simard, porte-parole de l'entreprise, a indiqué que la compagnie a reçu environ une centaine d'appels de plaintes. « On a expliqué aux gens qu'il s'agissait uniquement d'une initiative commerciale pour protéger notre part de marché », a soumis Mme Simard. France Poulin, chez Canadien International, soutient que la compagnie a eu droit à des appels de plaintes mais aussi de félicitations pour son initiative. Canadien International a fait valoir la même argumentation qu'Air Canada pour justifier ses bas tarifs.

D'après PC

### SOS PASSEPORTS

Au Québec, les bureaux de passeports ont envoyé un SOS lorsqu'ils ont été inondés de demandes cette semaine. On croit que cet afflux était motivé par la crainte qu'ont beaucoup de Québécois de perdre leur droit à un passeport canadien si jamais le OUI l'emporte au référendum de lundi. « C'était incroyable », a déclaré hier le porte-parole des Affaires étrangères, Jennifer Sloan. On a dû amener du personnel de Hull en renfort. Dans un bureau de Saint-Laurent, le nombre de demandes de passeports a augmenté de 516 % jeudi, a-t-elle souligné. Au mois d'octobre, on reçoit d'habitude 250 demandes par jour. Jeudi, 1289 demandes ont été présentées. Au bureau de la place du Canada à Montréal, on a reçu 1245 demandes, soit 311 pour cent de plus qu'ordinairement ; à Laval, on a enregistré une hausse de 406 % (609 demandes) et de 269 % à Sainte-Foy (404 demandes).

D'après PC

### LE FILS DE MARCEL MASSE VOTE NON

« On a arrêté de faire des soupers de famille », laisse tomber Jean-Martin Masse en riant. Contrairement à son père Marcel Masse, ancien ministre conservateur aujourd'hui militant pour le OUI, Jean-Martin, avocat, a décidé de dire NON. « La question, c'est pas pourquoi je suis pour le NON mais plutôt pourquoi je ne peux pas dire OUI, explique-t-il. Un OUI, ça serait la victoire de l'abandon, du découragement. Veut-veut pas, ils seront toujours nos voisins. On peut encore essayer de régler nos problèmes, qui sont mineurs, dans le fond, si on les compare aux problèmes qui existent sur le reste de la planète. Nous on a le meilleur pays. « Le problème, continue-t-il, c'est qu'on a une classe politique qui a des vieux réflexes et des vieilles réponses aux mêmes vieilles questions. Les politiciens montent le problème constitutionnel en épingle, mais dans le fond, il y a un mois, la Constitution, ce n'était pas la priorité des gens. On a d'autres problèmes pas mal plus importants à régler. On a besoin d'une nouvelle classe politique et d'un discours complètement différent. Et c'est pas le OUI qui va nous donner ça, au contraire. »

La Presse

### UN OUI PEU CONVAINCANT ?

Les souverainistes devront remporter une victoire éclatante avant de pouvoir sortir le Québec du Canada, a déclaré hier l'ancien premier ministre Brian Mulroney. « C'est cohérent avec le droit international. Un référendum exige deux choses : la question doit être claire comme de l'eau de roche, alors que celle-là ne l'est pas, et le vote doit être impressionnant », a indiqué M. Mulroney en entrevue au réseau télévisé CBC Newsworld. L'ex-premier ministre a fait peu de déclarations publiques durant les quatre semaines de la campagne référendaire. Il était à Montréal pour la Croisade pour le Canada, hier. M. Mulroney, qui voyage beaucoup, affirme que la communauté internationale est abasourdie devant ce qui se passe au Canada.

D'après PC

# Les Québécois ne seront pas dupes de « ces débordements d'amour », croit Bouchard

PHILIPPE CANTIN

Le référendum de lundi ne sera pas influencé par la manifestation d'amour du Canada au Québec, tenue hier à Montréal, soutient Lucien Bouchard. Les Québécois, dit-il, ne seront pas dupes de ce geste qu'il qualifie de désespéré. « La plupart des gens ont déjà décidé comment ils voteront. Cette manifestation aurait-elle eu lieu si les sondages démontaient que le camp du NON recueillait 55 % des appuis ? La réponse, c'est non, et les Québécois le savent très bien. »

Plus encore : le chef du Bloc québécois estime que cette opération du camp du NON est teintée d'illégalité, puisqu'elle contreviendrait à la loi électorale du Québec. Chacune des deux options est autorisée à dépenser 5 millions pour l'ensemble de la campagne. Or, selon la coalition souverainiste, cette manifestation aurait coûté à elle seule 4,3 millions. M. Bouchard affirme que le Parti libéral du Canada a fourni 100 000 \$.

Ces chiffres, explique le camp souverainiste, ont été compilés à partir de plusieurs sources, dont un rapport de la Sûreté du Québec sur le nombre de visiteurs à Montréal hier. Ils ne représentent cependant que « des hypothèses de travail », écrit Marie-Claude Breton, la responsable de la logistique du camp du OUI, dans un document adressé à Normand Brouillet, directeur du Comité national, et prestement remis aux journalistes par l'entourage de M. Bouchard. Ce dernier les a endossés sans réserve, précisant que ce pourrait être « un peu plus ou un peu moins ». Il soutient que cette évaluation illustre qu'un problème existe dans la démocratie, et somme Daniel Johnson d'inclure ce montant dans les dépenses officielles du camp du NON.

Pietro Perrino, organisateur en chef de la campagne du NON, s'est dit sidéré par ce chiffre de 4,3 millions et a demandé, ironique : « Est-ce Richard Le Hir qui a effectué l'étude ? » M. Perrino soutient que toutes les dépenses logistiques de la manifestation — sonorisation, estrade, etc. —

seront comptabilisées par le comité du NON. Du côté du OUI, on affirme que 18 500 Canadiens venus de l'extérieur de Montréal ont reçu leur salaire même s'ils se sont absents du travail, ce qui équivaudrait à une subvention déguisée de 2,5 millions.

Art Eggleton, le président du Conseil du Trésor du Canada, a nié que des fonctionnaires aient profité de ce traitement particulier. Cette affirmation est contestée par le camp du OUI, qui affirme détenir des preuves que la

Société canadienne des postes et la Société centrale d'hypothèque et de logement, ainsi que plusieurs entreprises privées, ont accordé des congés payés à leurs employés.

Cela dit, M. Bouchard soutient que les Québécois, des gens s'y connaissant en politique, se rappelleront que « ces débordements d'amour » du Canada anglais n'auront pas toujours été manifestes à certains moments de l'histoire, notamment lors du rapatriement de la Constitution en 1982 et du rejet de

l'accord du lac Meech, en 1990. Aux francophones hors Québec, inquiets des conséquences de la souveraineté sur leur identité et venus le dire à Montréal hier, M. Bouchard a répondu qu'un Québec souverain serait en mesure « de les assister puissamment pour la promotion de leurs institutions et la survie de la langue française ».

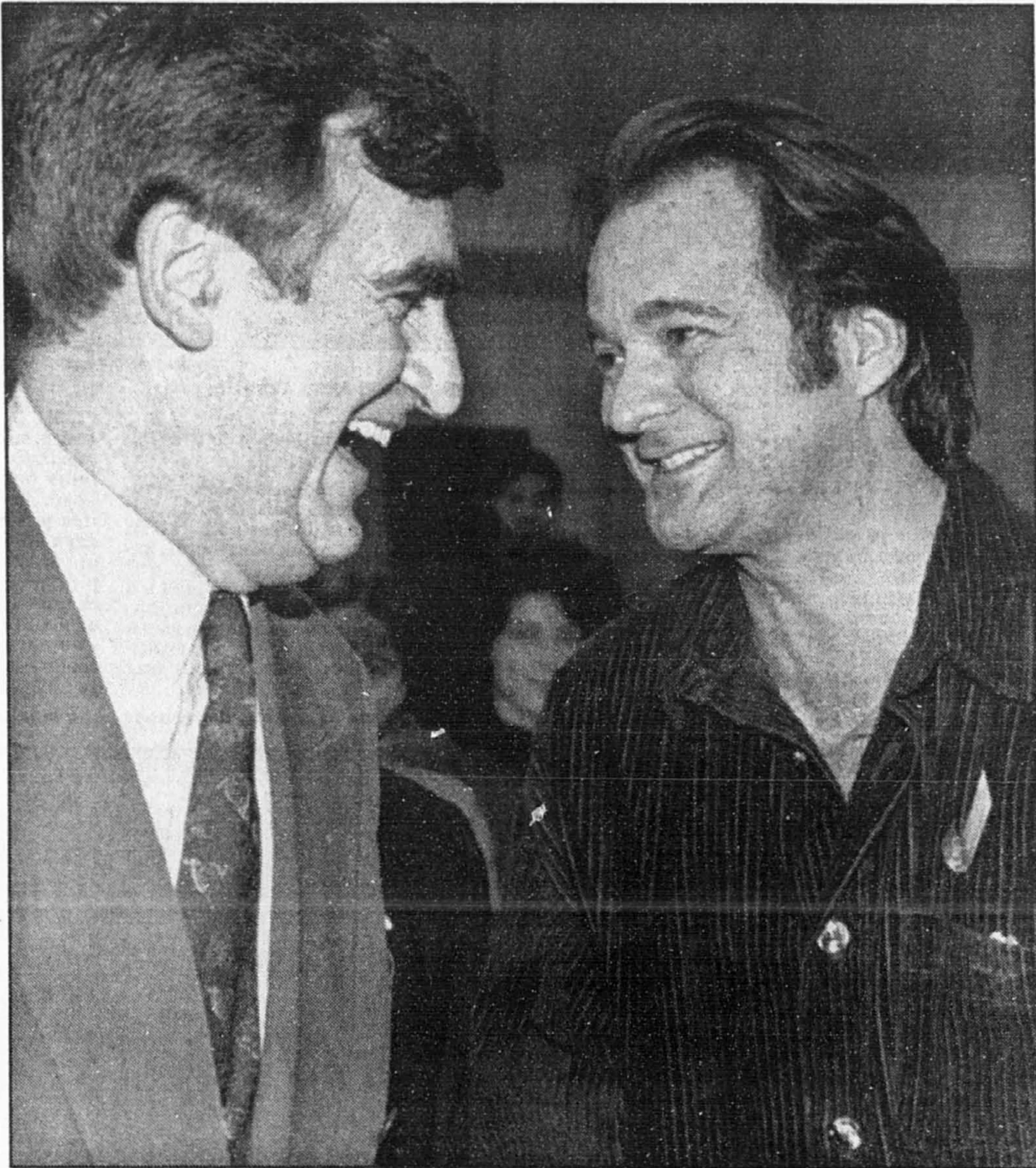
À deux jours du référendum, le chef du Bloc québécois affiche une solennité qui traduit le caractère dramatique des trois prochains jours. Jeudi, il affirmait que même s'il dormait bien, son sommeil était parfois agité. Hier matin, dès 8 h, il était à pied d'oeuvre, serrant des mains à la station Henri-Bourassa. Quand une femme d'origine roumaine a dit vouloir lui toucher parce qu'il était « magique », il a assuré que ce n'était pas le cas.

Plus tard en journée, M. Bouchard a répété que les Québécois ne pouvaient compter sur « la garantie » que le Bloc québécois continuerait d'exister si le NON l'emportait. Il s'est raidi quand une question lui a été posée sur son avenir personnel, affirmant que Daniel Johnson et Jean Chrétien auraient aussi des décisions à prendre à propos de leur destin en cas de victoire du OUI.

En après-midi, dans une allocution devant des représentants de groupes communautaires, M. Bouchard a affirmé que le vote de lundi représentait « un choix crucial au plan social ». « Un OUI, a-t-il dit, conservera intacte la flamme de générosité animant les Québécois. Ce sera aussi une digue qui va nous protéger contre la tentation de la droite. »

M. Bouchard a conclu sa journée à Laval, où plus de 1500 personnes sont venues l'entendre. Il a de nouveau longuement dénoncé les entorses à la loi référendaire commises par le camp du NON hier : « Je demande à Daniel Johnson de s'excuser auprès de la démocratie québécoise. »

Au-delà de la colère, il est clair que le camp du OUI est inquiet des conséquences potentielles de ce rassemblement sur le résultat du référendum.



Le chef bloquiste, Lucien Bouchard, et le chanteur engagé, Paul Piché, ont échangé quelques blagues lors d'un rassemblement souverainiste, hier à Montréal.

PHOTO PC

## Si les Canadiens nous aiment tant, ils seront de bons partenaires, lance Parizeau

ANDRÉ PÉPIN

Le chef du camp du OUI, M. Jacques Parizeau, s'est dit fier de l'attitude des Montréalais qui « ont su demeurer calmes et sereins, hier, à l'occasion du grand rassemblement canadien pour le NON. »

« Les gens ne se laissent pas exciter, malgré un événement qui avait quelque chose d'ahurissant. Les organisateurs de cet événement ont bafoué la Loi sur les consultations, en dépensant quatre millions pour amener ces gens venus nous dire très tardivement qu'ils nous aiment », a lancé M. Parizeau, à Sherbrooke, devant 2000 militants de l'Estrie.

« Le directeur général des élections s'affaire à expédier des poursuites. Parce que quatre millions, c'est beaucoup, lorsque l'on songe que les deux camps, du OUI et du NON, ont droit à 5 millions de dépenses », a-t-il poursuivi.

Le chef du camp du OUI a ironisé sur cet événement majeur. « Qu'est-ce qui a pu se passer, depuis une semaine, pour que soudainement, les Parlements du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et de l'Ontario adoptent des résolutions, pour que Clyde Wells, de Terre-Neuve, change d'avis et que des gens viennent nous dire leur amour ? Deux sondages qui disaient que le OUI, peut-être, pourrait l'emporter ! » a-t-il dit, à l'amusement de la foule. « Imaginez, avec un OUI, à quel point ces gens vont devenir des partenaires volontaires du Québec ! »

M. Parizeau a longuement énuméré



Le premier ministre Parizeau

les succès du Québec à l'étranger, pour prédire que les Québécois, cette fois, ne se laisseront pas bernier par des promesses venues des autres provinces. « Les vieux souverainistes se souviennent que le reste du Canada nous fait le coup depuis au moins 25 ans. Ils essaient le coup de la peur, puis tout à coup celui de l'amour. »

Parlant de la nécessaire réconciliation dans l'éventualité d'un OUI, M. Parizeau a insisté sur le fait que le Québec a maintenant en main tous les outils pour construire son économie.

« Au cours des derniers jours, nous étions particulièrement fiers de compter sur la Caisse de dépôt du Québec, lorsque des événements à l'étranger ont fait fluctuer le dollar », a-t-il ajouté.

Au sujet de la peur qui peut déranger les indécis à quelques jours du vote, M. Parizeau a de nouveau ironisé en soulignant : « Je suis fier d'apprendre que le groupe Bombardier demeurera à Valcourt, quoi qu'il arrive. » Non seulement Bombardier demeure-t-il en Estrie, mais ses dirigeants annonçaient hier d'importants investissements pour ajouter une chaîne de montage qui doit créer « des centaines d'emplois », au cours de la prochaine année.

Il met par ailleurs les électeurs en garde contre les intentions du gouvernement fédéral de réduire plusieurs programmes, dont celui de l'assurance-chômage et des pensions de vieillesse, si le NON l'emporte, lundi.

Il a enfin promis que le Québec ne prendra jamais le virage à droite effectué dans d'autres provinces canadiennes. « L'Ontario pourra faire ce qu'elle veut, nos choix ne seront pas les mêmes. Nous ne fermerons pas les garderies. Je m'engage cependant à voir si les entreprises, dont plusieurs, légalement, ne paient pas d'impôt, ne pourraient pas contribuer davantage. »

Consentant de l'intensité de la bataille depuis quelques jours, il a exhorté les militants à ratisser toutes les régions, au cours des prochaines heures. « Nous le touchons, notre pays. Je vous demande de convaincre, de travailler jusqu'à la dernière minute », a-t-il conclu.

## Les Inuit menacent de renier la Convention de la baie James

FRANÇOIS BERGER

Après avoir rejeté à 95 % le projet de souveraineté du Québec dans un référendum de leur propre cru, les Inuit du Nord québécois ont averti hier que le principal traité signé avec eux par le gouvernement québécois, la Convention de la baie James, ne tiendra plus au lendemain de l'accession du Québec à l'indépendance.

Comme les 12 000 Cris l'avaient fait mardi, les 7800 Inuit ont tenu jeudi leur propre référendum sur la souveraineté du Québec en rejetant massivement le projet. Dans certaines communautés, jusqu'à 13 % des Inuit ont cependant voté en faveur de l'accession du Québec à la pleine souveraineté.

« Il s'agit d'un message clair à Jac-

ques Parizeau et Lucien Bouchard : nous n'allons pas les suivre sur le chemin de la souveraineté », a déclaré hier le porte-parole de Inuit, M. Zebedee Nungak, au cours d'une conférence de presse tenue à Montréal en langue inuktitut et en anglais.

Si les Québécois devaient voter OUI au référendum de lundi sur la souveraineté, la Convention de la baie James et du Nord québécois, signée en 1975 avec les Inuit et les Cris, deviendra caduque, a dit M. Nungak. Ce traité assure le développement hydroélectrique du Nord québécois en compensant les populations autochtones.

Quand les Inuit ont signé le traité, ils l'ont fait avec un Québec faisant partie du Canada, a précisé M. Nungak. « S'il y a séparation, les conditions seront changées », a-t-il déclaré

en appelant Ottawa à faire respecter les droits des Inuit dans un Québec devenu souverain.

Les Cris ont aussi remis en question la validité de la Convention de la baie James advenant une déclaration de souveraineté.

Le leader inuit a reçu l'appui hier de Mme Rosemarie Kuptana, présidente de la Conférence circumpolaire inuit, qui regroupe les Inuit du Canada, de l'Alaska, du Groenland et de la Russie. Selon Mme Kuptana, les Inuit du Québec ont clairement montré qu'ils veulent rester citoyens du Canada.

Elle a demandé à tous les autochtones du Québec de participer au référendum du 30 octobre. Les Inuit iront voter lundi, mais l'Assemblée des premières nations, qui regroupe l'ensemble des peuples indiens, a de son côté appelé ses membres à l'abstention.

## Bélanger met en doute la crédibilité du chef du Bloc

Presse Canadienne

CHICOUTIMI

Le président du comité du NON pour le Parti libéral du Québec, Michel Bélanger, ne croit pas que Lucien Bouchard puisse faire un négociateur crédible advenant une victoire du OUI au référendum de lundi.

Dans une allocution prononcée devant le Cercle de presse du Saguenay, hier, à Chicoutimi, M. Bélanger a indiqué que ce n'est pas en ridiculisant les Canadiens, comme le fait Lucien Bouchard, selon lui, qu'il réussira à négocier un partenariat avec le reste du pays.

L'ancien banquier, qui a coprésidé de la commission Bélanger-Campeau, a expliqué qu'il n'y aura qu'une chose à négocier advenant un OUI : les conséquences de la séparation.

Selon M. Bélanger, il faut être dans le métier et s'y connaître pour régler des problèmes aussi techniques et compliqués que le partage de la dette, les conditions du commerce, la monnaie ou le système douanier. Il ne croit pas que le chef du Bloc québécois possède l'expertise nécessaire pour négocier les conséquences économiques de la séparation. Plus encore, il soutient que pour mener à bien une négociation, il faut aussi avoir le respect de l'adversaire, une autre qualité que M. Bouchard n'aurait pas, selon lui.

M. Nungak a présenté hier deux avis juridiques rédigés par des juristes familiers avec les affaires autochtones. Ces avis affirment que la sécession éventuelle du Québec devra faire l'objet d'un assentiment du reste du Canada, et que les autochtones ne peuvent pas être obligés de devenir citoyens d'un Québec souverain.

Selon M. Nungak, les Inuit veulent que le territoire qu'ils occupent, au nord du 55e parallèle, demeure dans l'espace politique du Canada. Ce territoire, appelé le Nunavik, couvre 660 000 kilomètres carrés.

Si le OUI devait l'emporter lundi, il se pourrait que le Nunavik se joigne au Nunavut, région administrée par les autochtones des Territoires du Nord-Ouest, a aussi indiqué M. Nungak.

## RÉFÉRENDUM 95

Notes  
de  
campagne

## MCKENNA NOUS ÉCRIT

■ C'est effectivement une belle lettre — avec juste ce qu'il faut d'émotion, et sans pleurnichage — que le premier ministre Frank McKenna du Nouveau-Brunswick a adressée hier aux Québécoises et aux Québécois à la demande des citoyens de sa province.

« La géographie et l'histoire de notre pays nous ont rapprochés de plusieurs façons », écrit M. McKenna, qui parle des pêcheurs québécois et néo-brunswickois partageant la baie des Chaleurs et le golfe du Saint-Laurent, des entrepreneurs des deux provinces élargissant leurs marchés dans les deux provinces, d'Antoine Maillet qui raconte l'Acadie depuis Montréal, de Rock Voisine, du groupe madelinot qui « fait fureur chez nous » et de Céline Dion « qui fait danser nos cœurs ».

M. McKenna ne fait aucune allusion dans sa lettre au rôle qu'il a joué dans l'échec de l'accord du lac Meech. Il fait toutefois cette promesse en guise de reconnaissance pour l'appui manifesté dans le passé par la population québécoise aux aspirations de ses concitoyens : « Le Nouveau-Brunswick fera tout en son possible pour que le peuple québécois puisse combler ses aspirations au sein du Canada. »

## UN VŒU DU MONDE DU SPORT

■ Des organismes canadiens du sport amateur ont aussi écrit à la population du Québec afin de l'inciter à choisir le Canada.

« Depuis nombre d'années, souligne la lettre, le peuple québécois a été un partenaire important et puissant dans le développement du sport à tous les niveaux. » Et elle rappelle notamment que les athlètes du Québec ont remporté neuf des 13 médailles du Canada aux Jeux olympiques d'hiver de 1994 à Lillehammer.

Les six organismes sportifs formulent ainsi leur vœu : « Nous espérons que le Québec continuera de jouer un rôle de premier plan dans le développement du sport en tant que province de la Confédération canadienne. »

Doit-on rappeler que de nombreux sportifs québécois se sont plaints souvent amèrement de se sentir bafoués dans le monde du sport amateur canadien ? Ce milieu, affirme le journaliste Rejean Tremblay, est champion toutes catégories en matière de discrimination...

## ET MAINTENANT, LE TÉLÉPHONE...

■ Après la grande visite d'hier à Montréal, les Québécois pourraient maintenant s'attendre à recevoir d'ici deux jours des coups de téléphone d'un bout à l'autre du Canada.

C'est en tout cas ce que souhaitent les personnes qui ont distribué hier, place du Canada, un message demandant à tout un chacun soutenant la cause fédéraliste de téléphoner à des Québécois pour les convaincre de voter NON au référendum.

La feuille jaune du message reproduit, en plus de l'indicatif régional 418 couvrant une grande partie du Québec, toutes les combinaisons des trois premiers chiffres des numéros de téléphones des régions de Québec, Baie-Saint-Paul, Chibougamau, Chicoutimi, Donnacona, Gaspé et La Malbaie.

« Ajoutez n'importe quels quatre chiffres aux indicatifs régionaux et préfixes téléphoniques », suggère le message, qui ne néglige décidément rien pour aider les personnes intéressées.

## DES BOULEVERSEMENTS MONDIAUX

■ « Si le Québec se sépare, les bouleversements seront mondiaux. » Voilà le titre dont était coiffé hier un article publié dans le journal britannique *The Independent*.

L'article signale d'abord que la séparation du Québec se traduirait par « le redécoupage le plus radical de la carte du monde occidental depuis la Deuxième Guerre mondiale ». Et il soutient que la scission du Canada pourrait produire un effet particulièrement déstabilisant dans les pays comptant dans leur population une minorité d'une certaine importance.

« Le signal envoyé aux minorités basques en France et en Espagne, par exemple, ou aux Gallois et aux Écossais en Grande-Bretagne, fait remarquer l'article, serait immanquablement le suivant : les démocraties modernes et développées peuvent se diviser, et elles le font effectivement. »

## RASSURANT QUAND MÊME...

■ Il y a eu, bien sûr, des exagérations parfois plus qu'inquiétantes. L'ineffable Billy Two Rivers, de Kahnawake, a dit en pleine conférence de presse que les personnes s'appropriant à voter OUI doivent savoir que leurs enfants auront peut-être à combattre et qu'il pourrait y avoir des morts.

Un homme d'un certain âge portant sur le revers de sa veste l'insigne des anciens combattants, vraisemblablement un Franco-Ontarien, a lancé devant une caméra de télévision au cours d'une manifestation à Ottawa : « Nous sommes encore prêts à nous battre... Même contre le Québec ! »

Il y a eu, du côté du NON comme du côté du OUI, des affiches arrachées ou barbouillées, et même des locaux de campagne vandalisés.

Mais dans l'ensemble, quel que soit le résultat lundi, tout se sera assez bien passé.

Et cela, c'est rassurant quand même...

## LES CHEFS

■ Daniel Johnson participe aujourd'hui à Montréal à un rassemblement de jeunes pour le NON en compagnie de Jean Charest et de Lucienne Robillard.

Jacques Parizeau dirige la caravane du OUI dans la région de Lanaudière tandis que Lucien Bouchard visite la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine.

JULES BÉLIVEAU

## Deux armées vont se mettre en branle pour « faire sortir le vote »

Chaque camp utilisera entre 80 000 et 100 000 bénévoles

DENIS LESSARD

■ Les « cartes de bingo » les « runners » et les « primo », le jargon est compliqué mais la réalité est simple ; les camps du OUI et du NON mettront deux armées en branle, lundi, pour faire « sortir le vote ».

Chaque camp devra mobiliser entre 80 000 et 100 000 bénévoles pour identifier ses sympathisants et vérifier d'heure en heure s'ils sont venus voter ou non. La méthode ne diffère guère, chez le OUI et le NON ; chaque électeur qui se présente aux urnes est identifié par son numéro sur la liste électorale.

Pour Clermont Côté, organisateur du OUI, l'image populaire de dizaines de personnes transportées par les organisations grâce aux autos de bénévoles est passée au folklore. Sans être disparue, cette pratique est plutôt marginale.

Pour Clermont Côté, organisateur du OUI, l'image populaire de dizaines de personnes transportées par les organisations grâce aux autos de bénévoles est passée au folklore. Sans être disparue, cette pratique est plutôt marginale.

le ; cela dépend des comtés », nuance pour sa part Pietro Perrino, responsable de l'organisation du NON. Chose certaine, les deux camps auront des autos et des gardiennes d'enfants pour tous ceux qui en auront besoin.

De part et d'autre, on critique la méthode de l'adversaire. Pour le OUI, le camp fédéraliste a trop centralisé sa structure, tire parfois à l'aveuglette en pointant d'office comme favorable des clientèles — les personnes âgées par exemple.

Du côté du NON on souligne que le pointage souverainiste est moins précis, se contentant d'une indication plutôt vague de l'électeur.

## La mécanique

Dans le jargon des organisateurs, on appelle cette liste la « carte de bingo » — les chiffres représentant les électeurs sont dans des carreaux sur une

feuille qui ressemble à la carte du jeu. Du côté du OUI, on utilise une variante : on fait une liste des numéros (lire les électeurs) venus voter, ce qui accélère le processus et réduit les risques d'erreur, dira M. Côté.

Une fois ces listes transmises aux comités du OUI et du NON dans les comtés, elle sont réparties entre plusieurs bureaux « téléphoniques » souvent des maisons privées — parfois 50 ou 60 dans un comté. À chaque maison ou deux bénévoles tenteront sans relâche de rejoindre les électeurs identifiés comme sympathisants et qui ne sont pas venus voter.

Chaque parti a droit à un représentant auprès du « primo », l'employé du président du scrutin qui veille à la bonne marche des choses dans chaque école. Ces représentants confient ces listes à des « runners », des messagers qui passent toutes les heures pour les transporter à l'organisation.

## Le pointage

Dans un « bon comté », le OUI a « pointé », c'est-à-dire identifié comme favorables de 10 000 à 12 000 électeurs — sur environ 35 000 électeurs en moyenne, souligne Clermont Côté.

Pour Pietro Perrino, dans les comtés les organisations ont rejoint et pointé souvent plus de 85 % des électeurs, identifiés par trois couleurs sur les listes internes : rouge pour le NON, bleu pour le OUI et jaune pour les « autres », essentiellement ceux dont on n'a pu préciser l'intention.

Pour Pietro Perrino, du camp du NON, l'objectif des bénévoles le jour du vote est aussi de s'assurer que tout se passe normalement. Dans les polls à forte concentration ethnique, les représentants du OUI tenteront de ralentir le vote, craint-il. « Je suis convaincu que cela va se faire beaucoup plus qu'en campagne électorale », prédit M. Perrino.



PHOTO MICHEL GRAVEL La Presse

## Des Irréductibles

Parmi les dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté pour le NON à la Place du Canada, à Montréal, hier, se trouvaient quelques irréductibles supporters du OUI. Il y a eu quelques discussions animées entre supporters des deux camps, mais la police n'a signalé aucun incident et le tout s'est déroulé de façon très pacifique.

## « Un vote pour nous, pas contre eux »

PAUL ROY

■ Les représentants d'une vingtaine d'organismes pour le OUI ont demandé hier au peuple canadien de laisser les Québécois terminer leur démarche et prendre leurs décisions « dans le calme et la sérénité ».

« Nous tenons à dire aux Canadiennes et aux Canadiens que le 30 octobre, nous ne voterons pas contre eux, mais pour nous, afin de nous donner les outils nécessaires pour assurer notre développement selon les priorités et les valeurs qui sont les nôtres », a lu Françoise David, présidente de la Fédération des femmes du Québec et porte-parole du groupe.



Françoise David

Parmi les autres participants à la conférence de presse, on remarquait des « personnes aînées pour le OUI », des « Québécois anglophones pour le OUI », des « religieuses pour le OUI », des juristes, des artistes, des médecins, des historiens, des économistes pour le OUI, les centrales syndicales, la Société Saint-Jean-Baptiste...

Parlant en leur nom, Mme David a dit que le « débarquement » d'hier montrait le « profond malentendu » qui existe entre ces Canadiens et les Québécois.

« Nous pouvons comprendre l'étonnement, voire le désarroi, de bon nombre de Canadiens légitimement attachés à leur pays dans sa forme et son fonctionnement actuels, qui découvrent soudainement que l'idée de souveraineté du Québec pourrait effectivement devenir une réalité à brève échéance. Mais nous leur demandons de comprendre notre volonté de prendre en charge notre avenir. »

La vice-présidente du Parti québécois, Monique Simard, a pour sa part dénoncé la présence à cette manifestation du chef du camp du NON, le leader du Parti libéral du Québec, Daniel Johnson. Pour le camp du OUI, les organisateurs de l'événement ont enfreint la Loi électorale québécoise en permettant à des entreprises de subventionner le transport de milliers de manifestants.

Mme Simard a qualifié cette démarche d'« indécente ».

## Des retombées pour le moins... discrètes !

JACQUES BENOIT

■ Les parkings et les restaurants du centre-ville ont été envahis hier par les participants à la manifestation en faveur du NON, mais de là à savoir quelles ont été les retombées de l'affaire, en espèces sonnantes et trébuchantes, il y a un pas... que personne n'était disposé à franchir.

« Il faudrait attendre une journée pour savoir qui a commandé quoi ! Je veux pas dire de menteries ! » plaide M. Lorenzo Calce, président des Autocars Connaisseur.

L'impact, à tout le moins à vue de nez ?... « Pas tant que ça », répond-il.

L'entreprise a loué une douzaine de ses autocars pour la circonstance, tout en ayant vu augmenter de façon substantielle le nombre de voyageurs sur la navette entre le centre-ville et l'aéroport de Dorval, finit-il par préciser.

« Pour Dorval, c'est quasiment le double, dit-il, mais j'ai pas les numéros. »

Administrateur de Trentway Wagar, de Peterborough, en Ontario, M. Peter Minicola a loué à des groupes, lui, « environ 43 » autocars sur la centaine que possède l'entreprise.

« C'est plus que vous ne pensiez, je crois, dit-il, mi-chair mi-poisson au bout du fil. Des autobus de 47 places, mais aussi certains de 55 places. Ils sont partis de Hamilton, Burlington, Toronto, Coburn, etc. *Name it.* »

Consultant pour les projets spéciaux chez Voyageur, M. Roger Morin, qui avait trois véhicules additionnels en réserve (au cas où) pour chaque départ depuis Ottawa hier matin, n'a pas constaté d'affluence particulière.

« Pas de différence. On n'a pas vu de changement, tranche-t-il. Un est parti à 6 h, un à 6 h 30, 7 h, et le reste. La seule place qu'on a doublée, mais ça arrive souvent, c'est 10 heures. On pense que la majorité des déplacements se sont faits par voyage nolisé. »

Calme plat également chez Air Canada qui, emboitant le pas à Canadian International, avait offert les mêmes rabais sur ses 62 liaisons à destination de Montréal.

« Seulement sur les routes où on est là tous les deux, expliquait Mme Nicole Couture-Simard, chef de service, communications de l'entreprise. J'ai regardé le coefficient de remplissage ce matin. C'était sensiblement la même chose que d'habitude. Je pensais qu'il y aurait de l'affluence. »

Même chose, déplore-t-elle, pour les rabais de 40 % qu'offre l'entreprise sur ses liaisons vers les États-Unis. « C'est les tarifs citrouille, pour l'Halloween, du 1<sup>er</sup> novembre au 29 février. On n'a pas eu beaucoup de réactions. »

## Chez Canadien ?...

« Je peux pas vous le dire, explique son porte-parole, Mme France Poulin, qui a fini par appeler en toute fin d'après-midi. Nos statistiques sont toujours mensuelles. Et on a d'autres promotions plus intéressantes. Si on a une hausse pour octobre, on ne pourra pas dire que c'est à cause d'une promotion d'une journée. Ce que je peux vous dire, c'est qu'on a reçu des centaines d'appels à partir du moment où le tarif a été disponible mercredi. Ce qui ne veut pas dire que ça s'est traduit par des achats. »

Les hôtels : ils s'accordent à dire que le nombre de réservations n'a haussé que très légèrement, à croire que tous les Canadiens, le *love-in* achevé, ont pris sans plus s'attarder le chemin du retour.

« Ça rentre un peu, disait M. Ziad Saade, directeur de la réception au

Lord Berri Days Inn. Si normalement j'ai 60 chambres d'occupées sur 100, là j'en ai cinq de plus. Pour cette nuit. La nuit passée, ça pas été terrible. »

Mme Caroline Desrosiers, directrice des relations publiques du Reine Elizabeth : « Ça ne fait pas beaucoup plus de réservations : 10, 15 ou 20 de plus. Par contre les restaurants ont été très occupés à l'heure du lunch. »

Préposée à la réception du Château Champlain, Mme X (« Je suis pas sûre que j'aimerais avoir mon nom dans le journal », disait-elle), est du même avis.

« On en a parlé ensemble au diner. On en a conclu : oui, il y a eu un impact. Mais pas tant que ça. On a eu des gens qui sont arrivés ce matin sans réservation. Peut-être une dizaine. J'ai l'impression que ça a été des allers-retours dans la même journée. Les restaurants et les bars, c'était assez bon. »

Hôtel Delta : « Pour nous c'est comme d'habitude, répond tout de go une préposée à la réception. Je vous communique au gérant, c'est très occupé à la réception. »

Et chiac !

## RÉFÉRENDUM 95

## La remontée du OUI a réveillé la presse américaine

RICHARD HÉTU  
collaboration spéciale

NEW YORK

De Los Angeles à New York en passant par Washington et même Wichita, au Kansas, la campagne référendaire du Québec a suscité dans la presse américaine au cours des derniers jours un intérêt qui tranche de façon spectaculaire avec l'indifférence qui caractérise son traitement habituel des affaires canadiennes.

Après avoir escompté la victoire du NON, les grands journaux américains ont réagi à la remontée soutenue du OUI dans les sondages en publiant plusieurs articles, analyses et éditoriaux sur le vote historique des Québécois. A une ou plusieurs occasions, cette semaine, le référendum a même fait la une du Washington Post, du Boston Globe et du USA Today, lequel a consacré à la question un dossier intitulé : « Le Canada au bord de l'abîme ».

À la lecture de la presse américaine, un constat s'impose : le point de vue des tenants du NON et du monde de la finance domine la couverture des journaux. Et à une ou deux exceptions près, les arguments des tenants du OUI — et

de leurs leaders en particulier — sont traités avec un scepticisme qui frôle parfois la condescendance.

## « Un Québec indépendant ? »

Un jour après avoir publié à la une un article sur la réaction des marchés financiers aux derniers sondages, le Washington Post a pondu mercredi un éditorial, intitulé « Un Québec indépendant ? », qui illustre bien les opinions défavorables au camp du OUI que l'on retrouve dans la presse américaine.

« Les leaders du mouvement séparatiste du Québec assurent avec légèreté leurs auditeurs que l'impact commercial (de l'indépendance) serait mineur, écrit le Post. Ils présumant qu'un Québec indépendant continuerait automatiquement de faire partie des accords commerciaux qui lient aujourd'hui les États-Unis et le Canada. Au contraire, un Québec indépendant se couperait automatiquement de ces accords. Pour des raisons qui semblent être mal comprises au Québec, il faudrait beaucoup de temps — une question d'années — pour les renégocier. »

En revanche, les tenants du fédéralisme sont rarement critiqués dans la

presse américaine. Le Wall Street Journal, qui n'est pourtant pas reconnu pour sa sympathie à la cause indépendantiste, a fait exception à la règle dans son édition d'hier en publiant une opinion critique de Gordon Gibson, de l'Institut Fraser de Vancouver.

« Le Canada a manqué le bateau (sur la question de la décentralisation des pouvoirs), a écrit Gibson. Le gouvernement fédéral n'a offert aux Québécois que la peur d'un avenir séparé sans aucune vision d'espoir quant à une fédération restructurée. »

## L'effet Bouchard

Si, à la lecture de leurs journaux, les Américains auront eu du mal à comprendre les facteurs historiques et culturels qui animent le mouvement indépendantiste, ils auront eu en revanche l'occasion de se familiariser avec la vedette du camp du OUI, Lucien Bouchard.

La presse américaine est unanime : Bouchard est le grand responsable de la remontée des OUI.

Bouchard, « le champion charismatique d'un Québec indépendant a renversé (la vapeur) quasiment à lui seul », a

écrit le correspondant du Boston Globe, jeudi.

« L'homme derrière le mouvement indépendantiste, Lucien Bouchard, est au cœur de la fièvre sécessionniste, un mélange de fierté ethnique, de colère refoulée et de deux semaines de discours enflammés », a pour sa part écrit le USA Today.

En s'exprimant comme il l'a fait à propos du faible taux de natalité du Québec, Bouchard a aussi fait les manchettes dans des villes qui ignorent habituellement de façon totale les nouvelles québécoises, dont San Diego, Seattle et Wichita.

Selon le correspondant du Christian Science Monitor, un quotidien de Boston, la remarque de Bouchard « a confirmé les peurs de plusieurs selon lesquelles un vrai Québécois, pour les nationalistes, est blanc, d'expression française et de vieille souche. »

## Chrétien éclipsé O.J.

Mais c'est Jean Chrétien qui a dominé les manchettes de la presse américaine cette semaine. Ses appels à l'unité canadienne ont été diffusés largement. Et ce, jusqu'à Los Angeles, où les citoyens ont pu se rendre compte que la vie ne s'arrêtait pas à O.J. Simpson.

Le Los Angeles Times est l'un des journaux américains qui ont consacré des articles importants sur les conséquences économiques de l'indépendance du Québec.

« La plupart des économistes qui ont étudié le Québec s'entendent pour dire qu'il pourrait être un État indépendant économiquement viable, a écrit mardi le correspondant du quotidien. Mais ils disent que la séparation risque de mener, au moins à court terme, à une récession, à des taux d'intérêts élevés, à une monnaie dévaluée et à une diminution du standard de vie. »

Curieusement, le New York Times, le plus prestigieux quotidien des États-Unis, a offert jusqu'à maintenant une couverture des plus discrètes de la campagne référendaire. Dans ses quelques articles, le correspondant du journal au Canada a surtout cité des Québécois ou des Canadiens opposés à l'indépendance.

L'article de Brian Mulroney, publié dans les pages d'opinions du Times au début d'octobre, a cependant eu un certain retentissement. Deux jours plus tard, Mulroney était invité à en parler au réseau de télévision public de New York.

## Les médias français rompent leur silence

MICHEL DOLBEC

de la Presse Canadienne

PARIS

La plupart des Français ont découvert cette semaine seulement que les Québécois s'approprient à se prononcer sur leur souveraineté par référendum. Jusque-là, toute cette affaire n'avait trouvé en France aucun écho et était restée un secret bien gardé... Faisant preuve d'une discrétion sans faille, la classe politique n'a pas du tout cherché à se mêler du débat référendaire (et n'en a pas eu l'occasion).

De leur côté, la presse et les médias ont attendu les derniers jours de la campagne pour en parler, leur intérêt ayant été à l'évidence passablement stimulé par les sondages annonçant un résultat très serré, voire une victoire du OUI.

Depuis quelques jours, dans les journaux, à la radio et à la télévision, on assiste donc à une véritable avalanche de reportages sur un Québec « entre fleur de lys et feuille d'érable » (Le Monde) ou sur Lucien Bouchard, « tribun de charme » (Le Figaro) et « sauveur des souverainistes » (La Croix). Certains, comme « Le Nouvel Observateur », signalent que « les Québécois vont peut-être franchir le Rubicon en votant cette fois en faveur de la souveraineté-partenariat ». Mais aucun ne va jusqu'à risquer un pronostic.

En fait, à travers les articles publiés dans les grands quotidiens et les hebdomadaires, on sent toujours du scepticisme, voire une certaine perplexité face à l'issue du vote. La presse française garde la tête froide : depuis le temps, elle s'est habituée à ce qu'Alain Peyrefitte, dans « Le Figaro », appelle « l'hésitation schizophrénique » des Québécois, qui rêvent (la formule a été reprise partout) d'un « Québec indépendant dans un Canada uni ».

L'ex-ministre du général de Gaulle, président du comité éditorial du « Figaro », a signé, dans le grand quotidien de droite, une analyse en deux volets sur le référendum. Considéré comme l'une des personnalités françaises les plus pro-souverainistes, M. Peyrefitte y défend le « combat du peuple québécois ». « Très rares sont les peuples dont le sentiment d'identité est aussi intense et aussi objectivement fondé », a-t-il écrit hier.

« Pousser à cohabiter coûte que coûte des groupes humains que séparent la langue, les coutumes, la vie matérielle, les valeurs culturelles, n'est-ce pas obéir à une logique d'intégration forcée (...) ? », demande aujourd'hui l'écrivain. Si au contraire un peuple est reconnu comme nation, (...) il y a des chances pour qu'il collabore de lui-même aux interdépendances inévitables, sans les ressentir comme un joug insupportable. En dénonçant le sentiment national comme une crispation identitaire ou une querelle tribale, une certaine idéologie mondialiste provoque un nationalisme xénophobe ».

L'académicien a déploré que la solution contenue dans l'accord du lac Meech ait été écartée par le Canada. « Quel dommage qu'elle ait été repoussée ! Une société distincte, c'est le contraire d'une société indistincte, noyée dans la masse, qui risque d'être un partenaire peu fiable, et qui ne peut s'associer que si elle vit bien son association, juge-t-il. C'est pourquoi la formule de souveraineté-association n'est pas contradictoire. Elle indique que la souveraineté est première et inaliénable : c'est elle qui décide librement de l'association. L'inverse, c'est l'impérialisme. »



Mme Flo Brideau, bénévole et militante au Comité logement Rosemont, sert de la soupe à des membres.

PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

## Une soupe et un muffin, tout en parlant référendum

MICHÈLE OUMET

« Le Québec compte 29 p. cent des mal-logés au Canada et il n'a reçu que 19 p. cent des subventions fédérales pour les logements sociaux, explique Pierre Gaudreau, organisateur au FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain). Cela représente un manque à gagner de 900 millions. Si on avait eu notre part, on aurait pu construire 35 000 logements. »

Le discours de Pierre Gaudreau flotte sur l'assistance. Une vieille dame lève la main.

— Madame ? demande Pierre Gaudreau.

— Hon ! Excusez-moi, répond-elle. C'est pas pour vous, c'est pour les muffins.

Une fois par mois, le Comité logement Rosemont sert une soupe populaire sur l'heure du midi, suivie d'un bloc d'information. Jeudi, Pierre Gaudreau

était invité pour venir parler du référendum et des logements sociaux.

Le FRAPRU s'est prononcé en faveur du OUI, contrairement au Comité qui a préféré rester neutre parce que ses membres, des locataires à faible revenu, sont trop divisés.

Dans la salle, il y a environ une cinquantaine de personnes, surtout des femmes âgées. Rosemont n'est pas un quartier riche. Depuis une dizaine d'années, explique la coordonnatrice du Comité logement, Josée Fournier, la situation s'est détériorée : près de 30 p. cent des familles sont monoparentales et de nouveaux immigrants, haitiens et latino-américains, sont venus grossir les rangs des petits salaires et des chômeurs.

Rosemont est aussi un des quartiers où le taux de vieillissement est le plus élevé au Québec.

Tout en mangeant leur sou-

pe et en dégustant leur muffin, les gens écoutent Pierre Gaudreau et posent des questions.

« Si le Québec devient souverain, demande une dame, qu'est-ce qui va arriver avec les logements du fédéral ? »

« Tout va être à revoir, répond Pierre Gaudreau. Ça peut changer pour le mieux et ça peut aussi changer pour le pire. »

Après le discours de M. Gaudreau, qu'il a eu la finesse de ficeler rapidement, plusieurs personnes restent pour flâner et discuter.

« Ce qui nous préoccupe le plus, explique à La Presse Henrius Lachance, un retraité de 54 ans, c'est l'économie. Les deux gouvernements grignotent tout le social. Le fédéral mange l'assurance-chômage et le provincial mange le bien-être social. On a envoyé une lettre aux journaux pour dire aux gens d'annuler leur vote. »

« Si le OUI passe, poursuit-il,

ils vont sacrifier beaucoup de mesures sociales pour se construire un pays. »

Dans le fond de la salle, trois vieilles dames discutent tranquillement. Elles sont résolument fédéralistes.

« Si le OUI passe, affirme l'une d'elles, on va être dix fois pire et on va manger le chou par la racine. »

« C'est NON, un gros NON, ajoute son amie. On a travaillé toute notre vie pis on a une petite pension du gouvernement pis là, on sait pas ce qu'on va devenir. »

« Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras, dit la troisième. Là, au moins, on sait ce qu'on a. »

Il y a aussi des souverainistes dans la salle. Ils encourageaient Pierre Gaudreau pendant qu'il parlait du « dossier noir » des interventions fédérales en matière d'habitation.

En fait, la salle est divisée en deux.

Comme le Québec.

## Pratt &amp; Whitney craint de perdre ses employés

La Presse

Après les Laurent Beaudoin, Marcel Dutil et autres, c'était hier au tour du président et chef des opérations de Pratt & Whitney, Gilles Ouimet, d'y aller de ses mises en garde contre un OUI.

Dans une entrevue qu'il a sollicitée, M. Ouimet dit craindre qu'un nombre substantiel d'employés — entre 200 et 400 — de la division de recherche et développement de sa compagnie, à Longueuil, ne décident d'aller « cheminer ailleurs ».

Pratt & Whitney, qui conçoit et fabrique des moteurs d'avions, possède des divisions de recherche et développement à Longueuil et à Mississauga, près de Toronto. La division de Longueuil emploie quelque 1500 ingénieurs et autres spécialistes, soit deux fois plus que celle de Mississauga.

M. Ouimet dit craindre qu'un « nombre substantiel » de ces employés ne quitte le Québec après un OUI majoritaire.

Or, explique-t-il, il s'agit-là de postes très difficiles à combler, compte tenu des exigences qu'ils comportent. « On a déjà des compétiteurs qui viennent recruter à Montréal. »

Cette situation, croit-il, forcerait l'entreprise à déplacer des activités à Mississauga, modifiant l'équilibre actuel.

Cela surviendrait à un bien mauvais moment puisque Pratt & Whitney, selon son président, a doublé sa part de marché depuis 10 ans et anticipe d'autres embauches au cours des prochaines années. Il évoque d'autres difficultés causées par la perte du programme fédéral d'accès au financement des exportations et du service d'homologation des moteurs par Transports Canada. « Ce sont des problèmes réels très urgents », dit-il.

M. Ouimet fait partie du Regroupement des gens d'affaires pour l'unité canadienne. Pourquoi décide-t-il de s'exprimer, à quelques jours du vote ? Ne craint-il pas que ses déclarations aient un effet boomerang ?

« On en a discuté ici, à l'interne, et ça vient d'un désir que l'on a de s'assurer que la population comprend bien l'impact d'une séparation potentielle sur les entreprises de haute technologie comme la nôtre. »

En tout, Pratt & Whitney compte 8000 employés au Canada, dont plus de 6000 à Longueuil.

## Les militaires québécois : pas si fédéralistes que l'on pense

DENIS ARCAND

C'est un secret de polichinelle et un sujet un peu tabou. Dans la loyale armée canadienne de sa Majesté la reine, il y a des militaires québécois qui sont indépendantistes et qui voteront OUI lors du référendum.

« Et beaucoup », a déclaré un officier, qui comme la plupart des gens cités dans ce texte, a demandé l'anonymat.

Beaucoup peut vouloir dire bien des choses — 20, 30 ou 40 p. cent ? — et personne n'a osé avancer un pourcentage, même approximatif. Mais plusieurs soldats ont indiqué être pour le OUI lors de diverses conversations et entrevues qui ont eu lieu la semaine dernière lors d'une visite au camp de Visoko, en Bosnie-Herzégovine. Il s'y trouvait alors 814 soldats du Troisième bataillon du 22<sup>e</sup> Régiment royal, de Québec, qui sont d'ailleurs en train de rentrer au pays, puisque le Canada se retire de la Force de protection de l'ONU.

« Je dirais que la proportion de militaires souverainistes se situe autour de ce qu'on retrouve dans la population québé-

coise en général. Peut-être un peu plus bas, mais pas de beaucoup, a dit un officier. Mais c'est difficile à dire avec certitude, parce que la politique n'est pas un sujet dont on parle dans les Forces armées, au même titre que la religion, par exemple. »

Comme quoi la garde rouge de la Citadelle de Québec n'est peut-être pas aussi rouge que l'on pense.

Un autre a souligné avoir voté OUI (par anticipation) « même si il y a un risque pour nos jobs. Il y a des fois où il faut écouter sa conscience et faire le saut. Et puis, il y aura sans doute quelque chose pour nous (les militaires) dans un Québec souverain. »

Un autre indépendantiste a quant à lui minimisé le nombre de militaires qui voteraient OUI. « Beaucoup de militaires sont envoyés à l'étranger et un grand nombre est sensible à l'image très favorable que le Canada projette en dehors. C'est une corde très sensible. »

« Aussi, il faut faire attention, ajoute-t-il. Comme dans la population civile, il y a plus de nationalistes que d'indépendantistes. D'ailleurs, beaucoup de soldats parlent contre les Anglais, mais il y a beau-

coup de rivalité inter-régimentaire là-dedans. Ça ne veut pas dire qu'il votent tous OUI. »

En revanche, beaucoup ont énoncé une position plus prévisible, soit leur attachement au Canada et leur désapprobation du projet d'indépendance.

Fait amusant, parmi les articles en vente sur la base de Visoko, on trouve des t-shirts sur lesquels est imprimée une carte du Québec en bleu (Labrador inclus) avec la mention « Québec, ma seule patrie ». Évidemment, patrie n'est pas tout-à-fait synonyme de pays, mais il reste que la majorité du stock de 100 t-shirts s'est vendue en moins d'une semaine.

À Visoko, la plupart (468) des soldats ont voté par anticipation le 14 octobre, lors d'un scrutin tenu à la cafétéria de la base.

Le commandant du camp de Visoko n'a pas voulu accorder d'entrevue sur la question, mais a expliqué en détails la façon dont le processus démocratique est vécu dans les Forces armées. « L'armée est apolitique et est un instrument des autorités civiles, a dit le colonel Daniel Redburn, un francophone de Montréal. Il n'y a pas de politique partisane sur les

bases, pas de campagne. C'était le cas cette fois-ci, mais c'est la même chose lors de toute élection, fédérale ou provinciale. La politique fait partie de la vie de citoyen des soldats, pas de leur vie militaire. »

Le colonel Redburn a indiqué que l'implication des Forces armées dans le processus démocratique se faisait au niveau du contenant, pas du contenu : « Le processus d'inscription au vote par anticipation a été facilité, un scrutin a eu lieu sur la base et tous les bulletins de vote ont été acheminés par avion à Québec, où ils ont été envoyés dans les comités respectifs des électeurs. »

« Les soldats ont eu accès à la meilleure information possible, dans les circonstances, pour faire un choix éclairé. Les soldats peuvent regarder Bernard De Rome à la télé tous les matins à 8h (Le Téléjournal de la veille) et on nous livre les journaux du Québec, avec deux semaines de retard, certes, mais c'est mieux que rien. De plus, j'ai fait venir des exemplaires du projet de loi sur la souveraineté, qui a été affiché et distribué. »

# Monde



## L'EXPRESS INTERNATIONAL

### ARMÉNIE

#### Centrale nucléaire

■ L'un des deux réacteurs de la centrale nucléaire arménienne d'Oktemberian, restée fermée pendant plus de six ans, a été remis en route dans la nuit de jeudi à vendredi à puissance minimale, a annoncé le gouvernement arménien. Le réacteur, de type soviétique VVER-440 (440 mégawatts), devrait être couplé au réseau dans deux semaines et tourner à sa capacité normale (9 millions de kilowatts heure) vers la fin novembre, a précisé un porte-parole. La centrale, dotée de deux réacteurs de même puissance, située à 30 km de la capitale arménienne, avait été fermée après le tremblement de terre de Lenakan en décembre 1988. La réouverture de la centrale va permettre à l'Arménie, presque totalement dépourvue de sources d'énergie propres, de faire face à la très grande pénurie d'électricité qui frappe ce petit pays de l'ex-URSS, soumis à un embargo énergétique de la part de l'Azerbaïdjan voisin à cause du conflit du Nagorny Karabakh. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait donné son feu vert à la réouverture de la centrale, située en zone sismique, en exigeant que des travaux de modernisation importants soient effectués. Les experts arméniens ont toutefois rappelé récemment que si l'installation avait été modernisée, seules « les mesures de sécurité les plus urgentes » avaient été prises du fait notamment de manque de ressources financières.

d'après AFP

### MEXIQUE

#### Zapatiste relâché

■ Les autorités mexicaines ont relâché hier le dirigeant zapatiste présumé, Fernando Yanez Munoz, arrêté la semaine dernière pour détention d'armes, et ont abandonné les poursuites engagées contre lui. L'arrestation de Yanez, qui selon le gouvernement ne serait autre que le « commandant German », fondateur de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), menaçait de faire capoter les discussions de paix engagées par le gouvernement avec les rebelles zapatistes du Chiapas. Ces derniers avaient fait savoir mercredi qu'ils étaient en état d'alerte depuis cette arrestation et envisageaient de rompre les pourparlers. Le gouvernement avait promis que, pendant les discussions, les zapatistes bénéficieraient d'un sauf-conduit et que tous les mandats d'arrêt à leur encontre seraient suspendus. Yanez dément être le commandant German et dit ne pas être zapatiste. Il affirme avoir été enlevé la semaine dernière par les forces de sécurité et non arrêté et dit que les armes découvertes ont été placées par les forces de sécurité. Des députés de gauche ont mis en doute la version officielle de l'arrestation de Yanez, estimant que des éléments hostiles aux pourparlers sur le Chiapas pourraient être à l'origine de cette interpellation.

d'après Reuter

### TURQUIE

#### Loi antiterroriste amendée

■ Le parlement de Turquie a adopté hier soir un amendement à l'article 8 de la loi antiterroriste qui limite la liberté d'expression et dont la levée était demandée par le Parlement européen. La nouvelle version de cette loi maintient toutefois le concept de délit d'opinion mais diminue très sensiblement les peines courantes. Ce texte défendu par le premier ministre Tansu Ciller et ses alliés sociaux-démocrates devrait permettre la libération de plusieurs militants de la cause kurde ou, au pis-aller, la réduction de leur peine. Deux parlementaires kurdes ont été libérés jeudi par décision de la Cour d'appel turque mais quatre autres députés, condamnés eux aussi en 1994 pour séparatisme, ont été maintenus en détention. Le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a jugé « décevante » cette décision de justice qui, selon lui, n'aidera pas Ankara à plaider sa cause auprès de l'Europe. De nombreux députés européens partagent son point de vue, estimant que le projet de réforme d'Ankara est une manœuvre de séduction qui n'introduit que des changements minimes dans cette loi fort controversée. On estime qu'une centaine de personnes ont été incarcérées depuis 1991 en Turquie en vertu de la loi antiterroriste qui punit les séparatistes présumés.

d'après AFP et Reuter

Autres informations, A24, A25



Bettino Craxi, de l'ancienne classe politique, et un homme de la nouvelle génération, le secrétaire de la Ligue du Nord Umberto Bossi (à droite). Craxi soutient être victime d'une persécution organisée.



## Craxi et Bossi condamnés pour l'affaire Enimont

Agence France-Presse MILAN

Le « gratin » de l'ancienne classe politique italienne, dont Bettino Craxi et un homme de la nouvelle génération, le secrétaire de la Ligue du Nord Umberto Bossi, ont été condamnés hier à des peines de prison pour l'affaire Enimont, le plus gros scandale politico-financier découvert par l'enquête « Mains propres ».

Vingt-deux hommes politiques, hommes d'affaires, intermédiaires ont été condamnés à des peines allant de quatre mois à quatre ans et huit mois à l'issue d'un procès fleuve ouvert au tribunal de Milan en juillet 1994.

Ces condamnés en première instance, dont l'ancien président du Conseil socialiste qui se voit infliger quatre ans de prison, devaient tous faire appel, évitant ainsi l'incarcération immédiate. Avec trois sentences désormais prononcées contre lui, Bettino Craxi se trouve condamné par contumace à un total de 18 ans de prison en Italie pour corruption et financement illégal du Parti socialiste italien (PSI). L'ancien chef de gouvernement de 1983 et 1987 vit retranché et malade dans sa villa d'Hammamet en Tunisie. M. Craxi a toujours interjeté appel, et il devrait le faire à nouveau cette fois-ci.

« Une persécution organisée se poursuit contre moi. Je suis condamné sur la base d'accusations

totalément infondées. Il s'agit d'un verdict politique », a réagi M. Craxi, dans un communiqué.

Le procès Enimont, qui s'était ouvert en juillet 1994, concerne le détournement de quelque 150 milliards de lire (93 millions de dollars) en partie au profit de partis et d'élus politiques, à l'occasion de l'alliance industrielle ratée « Enimont » entre le groupe privé Ferruzzi-Montedison et le groupe public ENI.

Montedison avait décidé d'« arroser » les partis et les hommes politiques au pouvoir pour sortir de la joint-venture qui se révélait un échec. Une énorme caisse noire avait été formée, dont une bonne part a financé illégalement les partis, et une autre part n'a jamais été retrouvée.

Cette caisse noire a encore servi dans la campagne des élections législatives de 1992. Un trésorier de la Ligue du Nord, tout jeune parti fédéraliste, avait alors empoché un dessous-de-table de 200 millions de lire (125 000 dollars). C'est dans ce contexte que son secrétaire national Umberto Bossi se retrouve lui aussi condamné à huit mois de prison.

Parmi les autres condamnés, figure le gratin des partis dirigeants de l'ancien régime (à l'exception notable de Giulio Andreotti, qui, lui, est traduit en procès à Palerme pour complicité avec la mafia) : l'ancien secrétaire de la Démocratie chrétienne, Arnaldo Forlani (deux ans et quatre

mois), l'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères, Gianni de Michelis (six mois), l'ancien ministre de la Justice socialiste Claudio Martelli (un an), l'ancien dirigeant du Parti Républicain Giorgio La Malfa (six mois) entre autres.

Le tribunal est allé souvent au-delà de ce qu'avait requis le célèbre procureur Antonio Di Pietro, le 6 décembre 1994, dans ce qui avait été le dernier réquisitoire de sa carrière. Aussitôt après, en effet, le juge le plus populaire d'Italie avait démissionné du pool « Mani pulite » de Milan, lassé d'être en proie aux attaques et récupérations politiques.

Umberto Bossi, seul homme de la nouvelle génération condamné, a réagi avec ironie amère : « C'est un honneur d'être blessé dans un combat contre un système qui a réduit le financement public des partis. La Ligue seule a restitué l'argent. Mais si c'avait été moi seul, je ne l'aurais jamais redonné ».

Ce procès est le deuxième de l'affaire Enimont. Un consultant de Ferruzzi, Sergio Cusani, avait été condamné à huit ans de prison en 1994, et considéré comme le « cerveau » du système de caisse noire. L'enquête avait eu un début tragique quand l'ex-patron de Ferruzzi-Montedison, Raul Gardini, et l'ex-président de l'ENI, Gabriele Cagliari, s'étaient suicidés à trois jours de distance en juillet 1993.

### ► REPÈRES □ France

## Le grand virage du président Chirac

ALAIN NAVARRO de l'Agence France-Presse PARIS

■ Cinq mois seulement après son élection, le président Jacques Chirac a rompu avec son programme de candidat en fixant pour deux ans à des Français désabusés le cap d'une rigueur qu'espéraient les marchés financiers.

« Le président enterre le candidat », résume à la une le quotidien populaire *l'Informatin*, alors que la classe politique souligne, unanime, que le chef de l'État a effectué jeudi soir un grand virage lors d'un entretien télévisé.

Élu sur le thème de la lutte contre la « fracture sociale » dans un pays qui compte 3 millions de chômeurs, M. Chirac avait déjà amorcé, sans le dire clairement, un changement de priorité vers la réduction de déficits pu-

blics aujourd'hui supérieurs à 5 % du PNB.

Sans satisfaire des marchés financiers déboussolés, qui sanctionnaient le franc et désertaient la Bourse de Paris, la politique gouvernementale avait valu à M. Chirac et au premier ministre Alain Juppé un front syndical uni et des records d'impopularité.

Selon le dernier sondage IPSOS, il ne resterait plus que 14 % de Français pour se dire « plutôt satisfaits » de l'action de M. Chirac, contre 78 % de « plutôt déçus », une chute sans précédent de la cote d'un président depuis le début de la V<sup>e</sup> République, en 1958.

M. Chirac s'est rangé jeudi dans le camp d'une politique de rigueur que ses partisans fustigeaient il y a peu. Son prédécesseur, le socialiste François Mitterrand, avait dû

lui aussi remettre ses dogmes politiques et économiques après trois dévaluations en 22 mois.

Le président français a concédé avoir « peut-être sous-estimé l'ampleur du problème » durant les présidentielles. Désormais, il a souligné que la réduction des déficits était la priorité des priorités de la France, quatrième puissance mondiale, dans la perspective du passage à la monnaie unique européenne en 1999.

Le budget 1996 s'assigne une réduction des déficits publics de 5 % du PIB à 4 % l'an prochain, et à 3 % en 1997, en respect des critères du Traité de Maastricht. En croissance vertigineuse depuis trois ans, la dette publique de la France atteindra fin 1995, 3200 milliards de francs (640 milliards de dollars).

Pour désamorcer la mé-

fiance des marchés, M. Chirac a d'une part réaffirmé que la parité clef franc-mark serait maintenue, et il a publiquement donné raison à la Banque de France, dont le refus de baisser sans tarder les taux d'intérêt est brocardé par des députés gaullistes.

Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, qu'un député gaulliste venait de traiter de « ayatollah monétariste », a salué les propos de M. Chirac, estimant qu'ils avaient donné « un élément de confiance d'une importance très grande ».

Si le franc a opéré un redressement après l'intervention de M. Chirac, repassant à Paris sous le seuil des 3,50 FF pour un mark, la Bourse de Paris, particulièrement déprimée depuis plusieurs mois, marquait un nouveau repli supérieur à 1 point en début d'après-midi.

Dans la classe politique, le rival malheureux de M. Chirac dans la course à la présidence, l'ancien premier ministre conservateur Edouard Balladur, a noté, avec une pointe d'ironie, qu'il « approuve tous ceux qui font preuve de réalisme et d'esprit de responsabilité ».

L'ancien ministre ultra-libéral de l'Économie Alain Madelin, qui avait démissionné en août en raison de ses désaccords avec M. Juppé, s'est félicité que M. Chirac ait « clairement fixé le cap » de « réformes de fond » que lui-même « souhaitait voir fixer ».

Le Parti socialiste, le plus important parti d'opposition, a estimé que M. Chirac « a fini par avouer que, pour gagner, il avait dit beaucoup de choses, tout et son contraire, et fait beaucoup de promesses ».

## L'état de santé d'Eltsine suscite des inquiétudes

d'après AFP MOSCOU

■ L'hospitalisation du président Boris Eltsine pour problèmes cardiaques menace la Russie de nouvelles turbulences à l'intérieur, et paralyse complètement une diplomatie déjà malmenée par le sort incertain réservé au ministre des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev.

Hier, le porte-parole présidentiel, Sergueï Medvedev, cité par l'agence Interfax, a indiqué que M. Eltsine devrait rester sous contrôle médical strict pendant un mois, laissant entendre que la plupart des engagements du président russe dans les prochaines semaines devront être annulés.

L'état du président « n'inspire pas d'inquiétude sérieuse », affirmait pourtant le premier ministre Viktor Tchernomyrdine hier matin, précisant que M. Eltsine devra rester « environ une semaine » à l'hôpital. Ses médecins ont diagnostiqué une rechute de son « ischémie du myocarde », insuffisance d'alimentation du cœur en sang due à un rétrécissement des artères, une affection pour laquelle il avait déjà été hospitalisé au mois de juillet.

Sur le plan intérieur, l'aggravation de l'état de santé du chef de l'État tombe au plus mal pour le Kremlin à moins de deux mois d'élections législatives où les forces conservatrices et nationalistes sont données largement gagnantes.

Le porte-parole présidentiel, Sergueï Medvedev, avertissait ainsi hier, au lendemain même de la deuxième alerte cardiaque subie par M. Eltsine en trois mois, que « certaines forces cherchent à profiter de la situation, et à influencer l'opinion » avant le scrutin du 17 décembre.

Une mise en garde qui traduit un désarroi certain de l'appareil présidentiel, pour lequel Boris Eltsine restait la seule personnalité capable de vaincre à nouveau en cas de crise, après avoir déjà relevé une série de défis ces dernières années.

Ces défis allaient de la victoire au canon après la longue lutte politique contre un Soviet suprême rebelle, à l'adoption par les urnes d'une nouvelle constitution ultra-présidentielle, en passant par la perspective de mettre à moyen terme fin à la problématique tchétchène grâce à une politique de compromis, après avoir employé la force pendant six mois.

Mais l'état de santé du numéro un russe, chancelant depuis sa première alerte cardiaque en 1987, dont les journalistes russes affirment qu'il s'agissait d'un infarctus du myocarde, risque de remettre en question l'ensemble des acquis du Kremlin.

En cas de brusque aggravation de l'état de santé de M. Eltsine, ce serait constitutionnellement au premier ministre Viktor Tchernomyrdine de prendre les rênes et d'organiser dans les trois mois une nouvelle élection présidentielle.

Il est difficile d'imaginer, étant donné le mécontentement croissant d'une population lésée par les réformes et la multiplication des figures conservatrices volontaires pour reprendre le flambeau, du général Alexandre Lebed au chef du PC Guennadi Ziouganov, qu'une période transitoire soit traversée sans soubresauts politiques.

En attendant, « l'effet immédiat de la nouvelle hospitalisation de Boris Eltsine sera une paralysie aussi bien dans les affaires domestiques qu'internationales pour la Russie », estimait hier Dmitri Trenine, de la fondation Carnegie, institut américain spécialisé dans les relations internationales.

D'ores et déjà, cette paralysie devrait durer jusqu'à la fin novembre, selon les prévisions des médecins rapportées par la présidence russe.

Sur le plan international, le nouveau problème cardiaque du président russe tombe également au plus mal, à quelques jours d'un rendez-vous majeur sur la crise bosniaque à Moscou.

La réunion au sommet des présidents serbe Slobodan Milosevic, bosniaque Alija Izetbegovic et croate Franjo Tudjman, prévue le 31 octobre à Moscou, a été annulée, de même que les visites officielles que devait effectuer Boris Eltsine en Chine à la mi-novembre et en Norvège à la fin du mois prochain.

Le mot du jour CONCOURS

La Presse

Je pense donc je lis

DANS LA PRESSE SUR SEMAINE

### ON Y GAGNE, ON Y GAGNE

Tous les détails dans l'annonce concours de La Presse d'aujourd'hui.

Le mot du jour CONCOURS

La Presse

Je pense donc je lis

# Les Préférés incontestés de Clinique, en prime!

**PRIME**

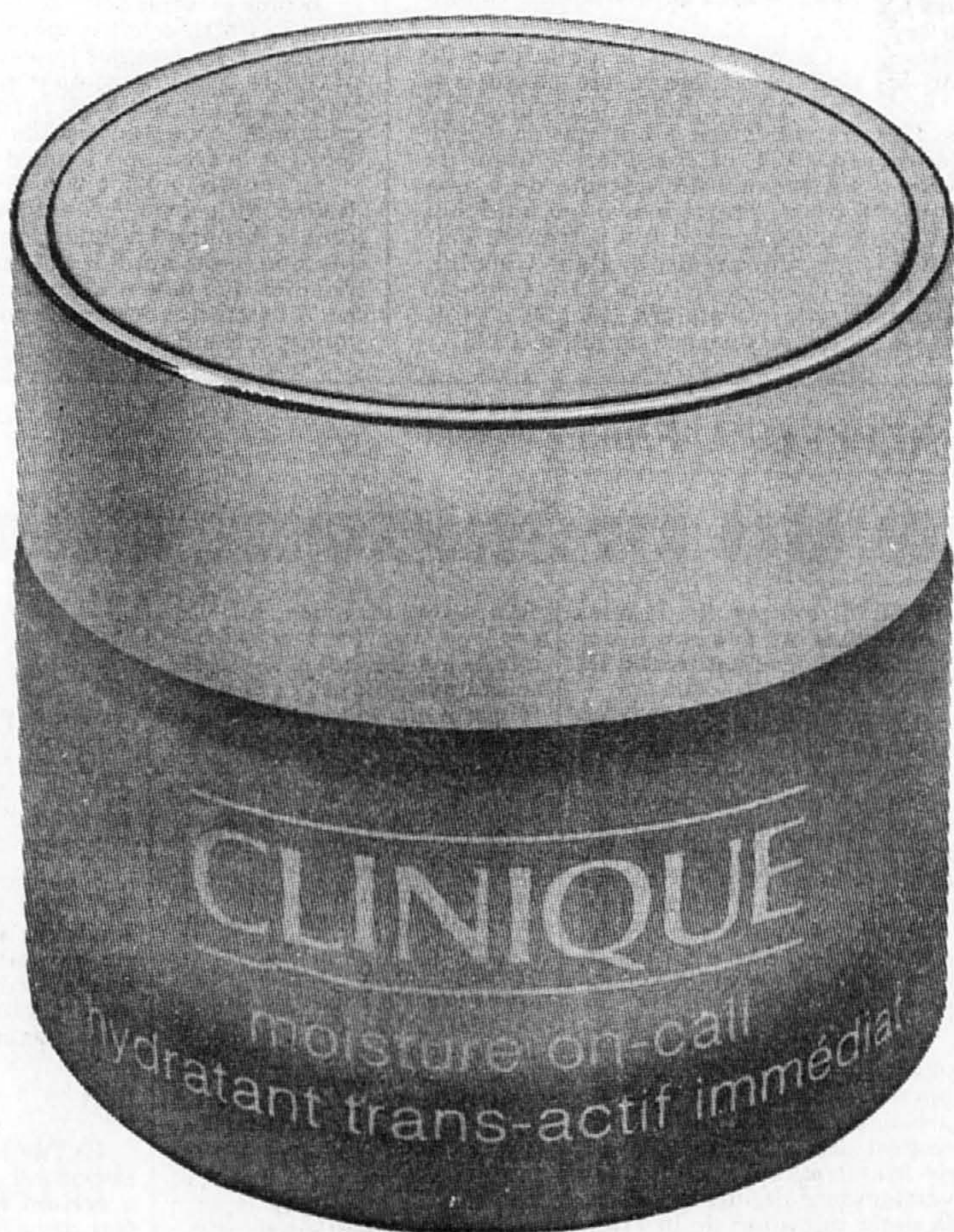


**À l'achat de 19 \$ ou plus de produits Clinique, vous recevrez en prime :**

- un fard poudre douceur avec pinceau
- une émulsion hydratante Tellement différente
- une lotion clarifiante n° 2
- un baume douceur Aromatics Elixir pour le corps
- un rouge à lèvres longue tenue
- une trousse à cosmétiques

*Offre en vigueur du 26 octobre au 12 novembre.*

*Une prime par personne. Tant qu'il y en aura.*



**Nouveau!**

## Hydratant trans-actif immédiat

Voici une nouvelle génération de produits de soins cutanés! Ce produit aide l'épiderme à retrouver sa fermeté et son hydratation naturelle, lui procurant ainsi plus de confort, tout en le protégeant contre les méfaits de l'environnement.

Le résultat : une peau plus douce, plus souple et hydratée plus en profondeur. Produit anallergique non parfumé. 50 ml. 42 \$

*Produits de beauté, rayon 240.*



**CLINIQUE**

Soumis à des tests d'allergie.  
100% sans parfum (à l'exception  
des produits Aromatics Elixir).



la **Baie**

Compagnie de la Baie d'Hudson

**Joliment avantageux!**